



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le mercredi 16 novembre 1977

Vol. 19 — No 119

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Rapport de la commission permanente de la justice au sujet des projets de loi nos 32, 64 et 65.	4113
Rapport de la commission permanente des affaires sociales relativement au projet de loi no 10.	4113
Projet de loi no 76— Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement	
Première lecture.	4113
M. Robert Burns.	4113
Vote sur la motion de première lecture.	4113
Dépôt de documents	
Rapport de la Société québécoise d'information juridique.	4114
Questions orales des députés	
Article annonçant la démission du secrétaire général du Conseil exécutif.	4114
Avenir des installations olympiques.	4115
Aide à la recherche universitaire.	4116
Enquête sur les relations de travail au Québec.	4117
Achat des Immeubles Val-Martin.	4118
Stages d'enseignants à Cuba.	4118
Maintien de l'aire de négociation et du régime syndical dans la fonction publique ..	4119
Application de la loi 101 dans les écoles.	4120
Contingentements dans le domaine du textile.	4121
Travaux parlementaires.	4123
Questions inscrites au feuillet.	4126
Motion pour faire siéger la commission permanente des consommateurs relativement au projet de loi no 67.	4127
Motion de M. Dubois priant le gouvernement d'intervenir dans le domaine de la production agricole.	4127
Amendement de M. Chevrete (suite).	4128
M. Guy Chevrete.	4128
M. Fabien Cordeau.	4128
M. Léonard Lévesque.	4129
M. Marcel Gagnon.	4130
M. Julien Giasson.	4131
M. Maurice Bellemare.	4133
M. Jean Garon.	4135
M. Claude Dubois.	4140
Vote sur l'amendement.	4141
Vote sur la motion principale amendée.	4142
Ajournement.	4142
Annexe	
Questions inscrites au feuillet.	4143

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec.

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mercredi 16 novembre 1977

(Quinze heures cinq minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Dépôts de rapports des commissions élues.
M. le député de Papineau.

Rapport de la commission de la justice

M. Alfred: M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente de la justice qui a étudié les projets de loi suivants: 32, Loi modifiant le Code de procédure civile; 64, Loi concernant la poursuite d'infractions par le procureur général et l'application de règlements relatifs au stationnement et à la circulation et modifiant la Loi du ministère de la Justice; 65, Loi modifiant le Code civil et concernant certains recours en matière de responsabilité médicale, les 2, 9 et 15 novembre 1977, et les a adoptés avec des amendements. Respectueusement soumis.

Le Président: Rapport déposé.
M. le député de Limoilou.

Rapport de la commission des affaires sociales

M. Gravel: M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente des affaires sociales qui a siégé le vendredi 11 novembre 1977, aux fins d'étudier, après la deuxième lecture, le projet de loi no 10, intitulé: Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
M. le leader du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, au nom du ministre délégué à l'environnement, je vous proposerais d'appeler l'article i).

Projet de loi no 76

Première lecture

Le Président: M. le leader du gouvernement, au nom du ministre délégué à l'environnement, propose la première lecture du projet de loi 76 qui est la Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Robert Burns

M. Burns: M. le Président, ce projet de loi a pour objet d'obliger l'exploitant d'un système d'aqueduc ou d'un établissement public, commercial ou industriel alimenté en eau par une source d'approvisionnement indépendante d'un système d'aqueduc, à distribuer de l'eau potable dans la mesure et conformément aux mesures prévues par règlement du gouvernement. Il oblige également ces exploitants à effectuer des prélèvements d'eau et à les transmettre à un laboratoire accrédité par le ministre pour fins de contrôle analytique. Le tarif des analyses effectuées par un laboratoire accrédité est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ces tarifs ne peuvent entrer en vigueur avant le 1er avril 1979.

Le Président: Est-ce que cette...

M. Lavoie: C'est la seule loi qui est déposée aujourd'hui? Est-ce la seule loi qui est déposée aujourd'hui?

M. Burns: Oui.

M. Lavoie: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît, M. le député de Roberval. Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de première lecture de la Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement. Que ceux qui sont en faveur de cette motion de première lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, de Belleval, Joron, Proulx, Charron, Duhaime, Lazure, Léger, Tardif, Garon, Chevrete, Michaud, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Grégoire, Bertrand, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Dussault, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Lévesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Goldbloom, Larivière, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Du Bois, Cordeau, Samson.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette

motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 89 — Contre: 0 — Absentions: 0

Le Président: Motion adoptée.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre de la Justice.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport de la Société québécoise d'information juridique

M. Bédard: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le premier rapport annuel pour l'année 1976/77 de la Société québécoise d'information juridique.

Le Président: Rapport déposé.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Article annonçant la démission du secrétaire général du Conseil exécutif

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable premier ministre. A la suite du départ de plusieurs hauts fonctionnaires et à la suite du départ appréhendé d'autres hauts fonctionnaires, le premier ministre pourrait-il nous dire dans quelles circonstances, si c'est le cas, a démissionné le secrétaire général du Conseil exécutif?

M. Lévesque (Taillon): Je dois dire, M. le Président, que la réponse à la question du chef de l'Opposition, dont je comprends l'inquiétude qu'il peut exprimer, va être nécessairement un tout petit peu vigoureuse pour des raisons qu'on va comprendre, surtout en ce qui concerne le premier paragraphe d'un article qui paraissait ce matin dans le Devoir de Montréal intitulé "Le fonctionnaire no 1 claque les portes".

Je lis le début. Je vais m'en tenir au premier paragraphe dans ma réponse ou à peu près. "Le secrétaire général du Conseil exécutif du Québec ou mieux encore, sous-ministre du cabinet, M. Guy Coulombe, vient de remettre sa démission au gouvernement Lévesque. L'ex-premier ministre Bourassa l'avait nommé à ce haut poste en rem-

placement de Me Julien Chouinard devenu, depuis, juge à la Cour d'appel. L'arrivée au pouvoir du Parti québécois avait déjà amené le départ de quelques autres mandarins de la Fonction publique. C'est ainsi que Claude Rouleau, jadis sous-ministre aux Transports et président de la Régie des installations olympiques, est retourné à l'entreprise privée. Du poste de sous-ministre de la Justice qu'il occupait depuis plusieurs années, Me Robert Normand a été muté à celui de sous-ministre des Affaires intergouvernementales. Quant à Guy Coulombe, c'est à lui que Robert Bourassa avait confié la réorganisation du secrétariat du Conseil exécutif de la province. Il avait également relancé le comité de la réforme administrative. M. Coulombe ne faisait pas bon ménage avec le nouveau gouvernement. Il ne s'est pas gêné pour le faire savoir à qui voulait l'entendre."

Le reste, ce sera une autre paire de manches. Ce sont des potins. Là il s'agit d'une fausseté totale. Je dois dire que ce premier paragraphe et surtout l'affirmation massue sur la démission du secrétaire général est complètement fausse et inventée. M. Coulombe ne m'a pas remis de démission. Il est à la fois sous-ministre du gouvernement et du chef du gouvernement.

Donc, c'est à moi qu'il aurait pu en parler, il ne m'a pas remis de démission, ne m'en a pas parlé, à aucun moment, et m'a de nouveau confirmé ce matin — évidemment, puisqu'il a reçu cela, comme tout le monde, dans le courrier du matin — qu'il n'en était pas question. J'ai également appris que pour lui, comme pour un bon nombre de collaborateurs ou de gens proches de lui, au secrétariat général et ailleurs, cette fausseté assez fracassante avait créé beaucoup d'inquiétudes et beaucoup d'ennuis.

Il s'agit d'une chose qu'il aurait été très facile de vérifier auprès des deux premiers intéressés, soit M. Coulombe ou votre serviteur, ou alors, si on n'était pas intéressé à vérifier, qu'il aurait été possible d'éviter d'affirmer, quand même. Je dois dire, simplement, que je trouve là un exemple particulièrement éloquent de la façon de ne pas pratiquer un métier aussi important et aussi responsable que l'information.

Maintenant, pour ce qui est de la partie potinage qui vient ensuite, dans cet écho, vu que cela met en cause directement le ministre des Richesses naturelles et des Terres et Forêts, peut-être que mon collègue pourrait ajouter quelques éléments d'information qui souligneraient à quel point cela n'a rien à voir avec les désaccords fondamentaux avec le présent gouvernement. Justement, il n'y en a pas.

Si M. le Président le permet, peut-être que le...

Le Président: M. le ministre des Richesses naturelles.

M. Bérubé: M. le Président, je voudrais protester contre cet écrit fielleux d'un journal qui a déjà été un grand journal.

M. Bellemare: Vous n'avez pas toujours dit cela quand vous étiez dans l'Opposition.

M. Bérubé: D'une part, je voudrais rectifier certaines faussetés qui résultent de l'ignorance du journaliste et de sa mauvaise foi. En aucun moment M. Guy Coulombe, en ma présence, n'a critiqué l'action d'un ministre du gouvernement actuel ou aucune politique du gouvernement. Si M. O'Neill avait voulu prendre ses renseignements, il aurait su que l'objet de cette grave discussion entre le ministre des Richesses naturelles et M. Guy Coulombe, discussion comme on en retrouve entre des adultes ayant une certaine maturité politique et sociale, portait sur une décision gouvernementale qui remonte à douze ans, soit la fermeture des paroisses marginales du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, politique à laquelle il a été associé et politique, comme vous le savez, à laquelle nous sommes opposés.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Avant de poser une question additionnelle, pourrais-je vous demander, vu la réponse que nous avons reçue, si vous aviez été prévenu d'une question de privilège relativement à cette affaire?

Le Président: Je n'avais pas été prévenu d'une question de privilège, M. le député.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, la réponse que nous avons eue évidemment ressemblait fort, si vous me permettez de porter un jugement, à une question de privilège. Comme question additionnelle, je voudrais demander au premier ministre s'il envisage d'autres départs dans un avenir prochain, autant relativement à la personne qu'il vient de mentionner — je pense qu'il vient de le nier — qu'à d'autres cas qui sont prévus dans un avenir prochain.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, tout ce que je voudrais dire là-dessus, c'est que si par "départs" le chef de l'Opposition fait allusion aux deux cas qui sont mentionnés dans le potin en question, c'est-à-dire M. Rouleau qui, de sa propre initiative, sans que personne ne l'y force, a préféré retourner au secteur privé, ou Me Normand qui, je dois dire... Pardon?

M. Bédard: Il n'est pas parti.

M. Lévesque (Taillon): Non, mais dans le cas de M. Normand, justement, il s'agissait d'un transfert. Ce n'est pas nécessairement à cause de cela. Mais c'est sûrement une chose qui a joué. Il s'agissait d'un transfert qui lui plaisait dans son propre profil de carrière. Je suis partisan, et je pense que la plupart des hauts fonctionnaires le sont de plus en plus, du transfert qui vient au bout d'un certain temps, qui permet de se renouveler. Ceux qui ont fait cinq ans, six ans dans un même poste...

M. Levesque (Bonaventure): M. Lussier...

M. Lévesque (Taillon): Ceux qui ont fait cinq

ans, six ans dans un même poste finissent parfois par solliciter eux-mêmes des changements parce qu'on finit par se vider dans les responsabilités — surtout dans de très gros ministères — de sous-chefs, c'est-à-dire de chefs de l'administration, de grosses machines comme celles-là. Cela étant dit, la réponse au chef de l'Opposition, c'est que je ne prévois pas de départs au sens, si on veut, de départs qui créeraient des drames, mais je prévois un certain nombre, pas nécessairement la semaine prochaine ou dans un mois, mais, bientôt, de transferts, de mutations, d'arrivées aussi possiblement. En temps et lieu on les annoncera. Mais rien de précis qui puisse rejoindre l'idée de départs genre claquant les portes, non.

Le Président: M. le député de Laurier.

Avenir des installations olympiques

M. Marchand: M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué au Haut-Commissariat à la jeunesse aux loisirs et aux sports. Le 4 octobre dernier, le comité consultatif chargé d'étudier l'avenir des installations olympiques vous remettait son rapport concernant le Parc olympique. Le ministre pourrait-il nous dire quelles sont les prochaines étapes et ce qu'il entend faire de ce rapport et de ses quelque seize recommandations?

Depuis ce temps — car il y a plus d'un mois que le rapport est déposé — est-ce que des décisions ou certaines décisions se précisent?

Le Président: M. le ministre.

M. Charron: Oui, il y a effectivement un peu plus d'un mois maintenant que je suis en possession de ce rapport et le gouvernement a déjà décidé de donner suite à la seizième recommandation du comité, qui vise à ce que, pour un certain temps encore, puisque le public est pour la première fois dans ce dossier informé de données évaluant l'une et l'autre hypothèses, un certain débat public se poursuive.

Le président et les membres du comité ont, à l'occasion, eu à répondre à des questions. Il est important que les Québécois évaluent, cette fois avec des données précises, la décision que le gouvernement entend prendre. Le gouvernement prendra cette décision dans les prochaines semaines, car, à la demande même des membres du comité, que j'ai rencontrés et avec lesquels j'ai eu une séance de travail, il faut analyser certaines choses. Le député comprendra qu'il reste un certain nombre d'étapes à franchir; entre autres, l'une et l'autre des thèses quant à l'achèvement du stade olympique présupposent un parachèvement des travaux en cours actuellement au centre national de recherches scientifiques à Ottawa sur la résistance et la possibilité matérielle de réaliser le projet initial que le député identifiera sans doute au projet Taillibert. L'un et l'autre me demandent d'attendre la conclusion de cette analyse scientifique, car il est évident que nous ne pouvons pas nous lancer dans un investissement de cette im-

portance, si nous n'avons pas la certitude. Cela va au point qu'aucun ingénieur québécois, me dit-on, ne serait prêt à souscrire à des plans de travaux s'il n'a pas la certitude de la résistance physique. Cette analyse est en cours. Je me rends à Ottawa mardi prochain pour assister à une partie de l'expérience et elle est déterminante pour la décision que le gouvernement doit prendre.

Le Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: M. le Président, le ministre vient de répondre en partie à ma question supplémentaire. En effet, j'allais justement parler du parachèvement du stade, c'est-à-dire du toit, puisque 72% de répondants français et 64% des répondants anglais s'étaient prononcés en faveur de la conception originale du stade. Je voudrais demander au ministre s'il pourrait nous dire combien cela coûte par an pour conserver dans un petit port de France les pièces du toit déjà terminées.

M. Charron: M. le Président, le député trouvera la réponse à sa question dans le rapport Marsan. Je peux le lui répéter, s'il est passé par-dessus ce paragraphe. L'entreposage de la toile du stade olympique coûte actuellement \$12 500 par mois.

M. Marchand: Est-ce qu'on ne parle pas de \$200 000 à \$250 000 par année?

M. Charron: Multipliez par douze et vous allez avoir votre réponse!

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Lavoie: Pour faire une correction, le député a mentionné \$250 000. Douze fois \$12 000, cela fait \$150 000, à peu près.

M. Marchand: M. le Président...

M. Charron: D'où la réponse. Si je dis au député — et je peux l'expliquer au leader de l'Opposition aussi...

M. Lavoie: Un instant! Il faut rigoler, mais pas trop!

M. Charron: Si nous prenons comme hypothèse qu'il y a douze mois dans une année et que nous payons \$12 000 par mois, vous verrez que le chiffre que vous avancez est plus raisonnable que celui qu'a avancé votre collègue.

M. Lavoie: Ce qu'on veut dire, en somme, c'est que ce n'est pas \$250 000...

M. Charron: Ce n'est pas \$250 000.

M. Lavoie: C'est environ \$150 000.

M. Charron: Environ.

M. Lavoie: C'est tellement simple!

Des Voix: Bravo!

M. Marchand: M. le Président...

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Marchand: ... j'ai quand même le droit de faire une rectification.

M. Le Moignan: M. le Président...

M. Marchand: Si j'ai dit que les chiffres du ministre n'étaient pas tout à fait exacts, c'est que j'ai lu ailleurs que le toit pouvait coûter entre \$200 000 et \$250 000 et non pas \$150 000. Lorsque je multiplie vos chiffres par douze, je n'arrive pas à ce chiffre.

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Le Moignan: M. le Président...

M. Charron: Voilà un exemple d'un endroit où enfin, avec le rapport Marsan, on a en main des chiffres précis sur des hypothèses qui, depuis une année au moins, circulent quant aux coûts finals de réalisation, etc. Le député a peut-être lu, à un endroit, qu'il en coûtait \$250 000 ou même plus; je lui donne une réponse précise contenue dans le rapport Marsan.

M. Marchand: Ces informations parues étaient fausses, dans ce cas-là. C'est ce que vous voulez dire.

Le Président: A l'ordre!
M. le député de Gaspé

Aide à la recherche universitaire

M. Le Moignan: Pour la troisième fois, je voudrais m'adresser à l'honorable ministre de l'Éducation. Je n'ai pas l'intention de le harceler sans cesse sur la même question, il s'agit de l'aide à la recherche universitaire. La dernière fois, je lui ai parlé de certaines irrégularités de certaines menaces proférées par les dirigeants d'une certaine université. Le Devoir est revenu à la charge et j'ai lu aussi une lettre ouverte adressée au ministre dans l'édition du 11 novembre. Comme je me sens un peu dans la situation d'un forçat sous une camisole de force, je voudrais bien que le ministre m'en délivre une fois pour toutes.

Je voudrais lui demander s'il est vrai qu'un rapport circule. Si ce rapport fait mention d'irrégularités, c'est donc dire que le ministre a lu le rapport et qu'il veut nous donner état de ces irrégularités.

Deuxièmement, si les journalistes ont en main copie de ce rapport, y aurait-il possibilité pour les membres de l'Assemblée nationale de prendre connaissance de ce rapport?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, contrairement à ce qui a été affirmé dans un quotidien qui rapportait de façon erronée les propos que je te-

nais en réponse à la question du député, l'autre semaine, je n'ai pas ordonné d'enquête dans cette affaire. Cependant, afin d'être en mesure de répondre à la question dans un délai raisonnable et de savoir s'il y aura lieu d'ordonner éventuellement une enquête, j'ai demandé aux membres de mon cabinet de s'enquérir pour savoir s'il y avait le moindre fondement aux accusations ou aux faits contenus dans le rapport rédigé par un fonctionnaire et porté à mon attention il y a quelques semaines.

Les deux fonctionnaires les plus intimement mêlés à cette affaire ne sont plus au ministère et nous avons eu quelque difficulté à les rejoindre. Aussi ne suis-je pas en mesure actuellement de me faire une idée précise de l'exactitude des accusations qui étaient portées dans ce document. Lorsque j'aurai réussi à rassembler les faits et à porter un jugement personnel sur la question, j'en informerai la Chambre. Mais il est inutile, avant que je sois prêt à me prononcer, de revenir sur la question tous les trois jours.

Le Président: M. le député de Gaspé.

M. Le Moignan: Une simple question additionnelle. Si je prends la parole du ministre, dès qu'il sera parfaitement renseigné, il pourra nous faire un rapport ici à cette Chambre.

M. Morin (Sauvé): Exactement, M. le Président, et j'ajouterai que, si le député veut obtenir subrepticement une copie du rapport, il n'a qu'à s'adresser au journaliste qui lui dicte ses questions.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: J'invoque le règlement. Je ne permettrai pas, M. le Président, que le député puisse dire de telles choses et je demande qu'il rétracte la dernière phrase qu'il vient de prononcer contre le député de Gaspé. Il n'a pas le droit de dire qu'il y a collusion entre le député et le journal *Le Devoir*. C'est de mettre le journal *Le Devoir* encore en tutelle, malgré tout ce qu'il a fait dans le passé. M. le Président, je demande donc, de mon siège, que le député ait le courage et la courtoisie parlementaire de ne pas associer, de ne pas faire collusion entre lui et le journal *Le Devoir*. Je demande au ministre de retirer cela.

M. Morin (Sauvé): Je n'ai jamais insinué qu'il ait eu la moindre collusion. J'ai tout simplement indiqué que le député a sûrement pris ses renseignements quelque part. Il saura donc à qui s'adresser pour avoir les documents.

M. Bellemare: M. le Président, il a affirmé de son siège qu'il n'aurait qu'à s'adresser au *Devoir*, qui lui fournissait, qui lui dictait la question. Au point de vue de la gentilhommérie, M. le Président, cela démontre que le ministre a dépassé les bornes.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, si j'ai bien compris, le ministre de l'Éducation a été très clair, il a dit qu'il n'avait pas insinué qu'il y avait collusion.

M. le député de Richmond.

Enquête sur les relations de travail au Québec

M. Brochu: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre du Travail. La semaine dernière, dans le cadre de la commission parlementaire qui a eu lieu ici à l'Assemblée nationale, le ministre a déclaré à des représentants de la presse anglophone son intention de créer une commission royale d'enquête sur toute la question des relations de travail au Québec, avec un mandat de déposer son rapport d'ici deux ans. Dans cette même entrevue il indiquait même qu'il y avait deux personnes de son personnel de mandatées actuellement, afin déjà de préparer la composition de cette commission royale. Est-ce que le ministre du Travail pourrait faire plus de lumière là-dessus, faire le point sur son intention en ce qui concerne cette commission royale d'enquête qu'il a annoncée? Par la même occasion, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer qui sont ces deux personnes auxquelles le ministre a fait allusion dans sa déclaration de la semaine dernière?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, vous me permettez d'abord de faire une correction. J'ai dit que je n'écartais pas la possibilité qu'il s'agisse, effectivement, d'une commission royale d'enquête, au sens classique du terme. J'ai dit cependant que ce n'était pas la seule formule possible. J'ai, d'autre part, évoqué le fait qu'il y avait deux personnes qui, en ce moment, étaient chargées d'explorer le contenu de ce que serait le mandat d'une telle commission, et, deuxièmement, même d'explorer le mécanisme qui serait en jeu pour parvenir à ces études.

Les personnes dont il est question sont le professeur André Thibodeau, des Hautes études commerciales de l'Université de Montréal, et mon chef de cabinet, Me Raymond Bachand.

M. Brochu: Depuis l'annonce de l'intention du ministre, est-ce qu'il peut nous faire part de l'étape où est rendu ce travail en ce qui concerne cette éventuelle possibilité d'une commission royale d'enquête? Prévoit-on, après une première analyse, que cela prendra une autre forme, ou est-ce que le ministre peut nous indiquer que ce sera probablement assurément une commission royale d'enquête?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Pour le moment ces deux personnes ont comme mandat de regarder, comme je

l'ai dit, à la fois ce qui pourrait être le mandat d'une telle commission, et deuxièmement, quelle en serait la structure, y compris les étapes pour y parvenir, si oui ou non le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre serait impliqué, etc. Nous sommes, en ce moment, à un stade vraiment exploratoire. Il y a passablement de travail de fait, mais il demeure que je préférerais taire l'avancement de ces travaux jusqu'à ce qu'ils prennent une nature un peu plus certaine.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: M. le Président, question additionnelle. Je voudrais rappeler des bons souvenirs au ministre du Travail, son petit catéchisme, qu'il semble avoir oublié, lui ou ses prédécesseurs, dans lequel il est dit qu'une réforme complète du Code du travail sera effectuée "dès que nous serons au pouvoir". Je n'ai pas besoin de vous dire, M. le Président... Ma question...

Une Voix: Question!

M. Bellemare: Est-ce qu'il le sait? Est-ce qu'il en a pris avis? Est-ce qu'il en est bien conscient? Est-ce qu'il devra donner suite à cette commission royale très prochainement? Est-ce que c'est assez de questions?

M. Johnson: M. le Président, il y a quatre questions. Les réponses sont oui, oui, oui et oui.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

Achat des Immeubles Val-Martin

M. Lalonde: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le ministre des Affaires municipales ne semble pas admettre qu'en signant personnellement une quittance mutuelle, le ministre a reçu une quittance personnelle autant qu'il en a donné une personnellement. De plus, les explications du ministre, vendredi dernier, voulant que cette quittance lui ait été demandée par M. Steckler ont été contredites par ce dernier.

Etant donné qu'il s'agit, dans cette affaire de quittance, du respect par l'un de ses ministres des règles fondamentales de l'éthique et même des lois applicables, le premier ministre accepterait-il de se charger de faire la lumière là-dessus et de confier à une personne indépendante, autant par sa fonction que par ses allégeances politiques passées ou présentes, le soin de déterminer si, oui ou non, d'après l'entente, le ministre des Affaires municipales a reçu une quittance personnelle?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, la question m'a été adressée. Ma réponse va être très brève. Je n'ai vu nulle part jusqu'ici, je dois

l'avouer, dans les questions insistantes ou les interrogatoires constants du député, la moindre raison qui justifie le genre de démarche qu'il me suggère.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Stages d'enseignants à Cuba

M. Samson: M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Éducation. Dernièrement, le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain, à l'occasion d'une réunion qui était tenue le 17 octobre dernier, faisait connaître une résolution prise. Pour mieux faire comprendre ma question à l'honorable ministre, qu'il me soit permis de lui faire lecture — elle est très courte — de cette résolution no 64: "Que le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain participe au stage de formation à Cuba dans le cadre du projet élaboré par les centrales syndicales". La résolution no 65 complète: "Que le SPQM défraie 85% du \$577 en plus..." Je voudrais bien que le ministre de l'Éducation m'écoute, M. le Président.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président...

M. Samson: Je n'ai pas fini. C'est le passage qui m'intéresse et qui va intéresser le ministre de l'Éducation: "... en plus de libérer l'enseignant pour la durée du stage, les dépenses de l'individu étant à ses frais". Le ministre de l'Éducation peut-il me dire s'il a pris connaissance de cet état de choses d'une façon ou d'une autre et quelle est la réaction du ministère de l'Éducation? Le ministre peut-il nous dire en quoi ce genre de stage à Cuba peut apporter une amélioration de l'enseignement dans le Québec métropolitain?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, de toute évidence, les professeurs de la région de Québec apprécient davantage le climat tropical de Cuba que celui qui règne ici en ce moment. En cela, ils rejoignent, monseigneur l'archevêque de Montréal qui, rentrant de Cuba tout récemment, se plaisait à dire à quel point le séjour lui avait été agréable.

M. Samson: M. le Président, j'ai presque envie de remercier le ministre de l'Éducation de ne pas avoir répondu directement, ce qui m'a fait comprendre indirectement qu'il est pas mal d'accord avec ce qui se passe chez le Syndicat des professeurs du Québec métropolitain.

Je voudrais quand même dire ceci au ministre de l'Éducation, parce qu'il aurait peut-être avantage à connaître aussi la teneur de la résolution no 66 qui détermine que c'est un certain M. Jean-Pierre Auclair qui sera délégué à Cuba pour ces stages spéciaux. Selon certaines informations — il le ministre pourra me le dire si je n'ai pas raison — il

s'agirait du monsieur qui aurait eu beaucoup de choses à faire lors de la dernière grève des enseignants. Je me demande si ce stage n'aurait pas quelque chose à faire dans son éducation pour la prochaine grève qu'ils sont en train de vous préparer.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, il n'est pas dans mes habitudes de me mêler des affaires internes des syndicats.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, je m'excuse, je me suis peut-être mal exprimé, mais j'imagine que le ministre ne pourrait pas ne pas me comprendre. Je ne demande pas au ministre s'il veut se mêler des affaires des syndicats, je lui demande, au point de vue de l'enseignement, s'il y a un rapport quelconque, s'il est conscient de ce rapport. Le fait de demander de libérer des enseignants, ce n'est pas une question uniquement syndicale, il me semble que cela vous regarde aussi.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, ce n'est certes pas à Cuba que ce délégué pourra préparer la prochaine grève des enseignants du Québec, puisque la grève n'existe pas à Cuba!

M. Samson: M. le Président, une dernière question.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Samson: M. le Président, est-ce que le ministre voudrait se référer aux propos du leader parlementaire du gouvernement à la télévision, hier soir? Il comprendra peut-être que si on vous laisse aller trop loin, il n'y en aura plus de grèves, ici, non plus, parce que vous allez avoir un régime totalitaire.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda, à l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Joliette-Montcalm

Maintien de l'aire de négociation et du régime syndical dans la fonction publique

M. Chevette: M. le Président, j'adresse ma question au ministre de la Fonction publique. Régulièrement, depuis une quinzaine de jours et même trois semaines, on reçoit énormément de questions de la part des fonctionnaires en ce qui regarde le projet de loi no 53. On sait pertinemment qu'il y a énormément de charriage qui se fait sur ce projet de loi, et ce n'est pas mon intention de dire que ces propos erronés sont délibérément charriés par des individus.

M. Marchand: Question!

M. Pagé: Posez-la!

M. Chevette: J'arrive à la question. Première question, M. le Président, est-il exact que le projet de loi no 53 ne fait que maintenir exactement le statu quo, quant à l'aire de négociation?

M. Bellemare: Je soumets très humblement à votre considération que cette loi est déjà déferée à la commission parlementaire. Si le député veut avoir l'opinion de tous les membres de la commission, il pourra facilement l'obtenir là, à la commission parlementaire, où est déferée présentement la loi no 53.

M. Chevette: Sur l'appel au règlement, je sais pertinemment que le projet de loi est en commission parlementaire, mais pour permettre aux membres de cette Chambre qui ont à donner des renseignements régulièrement à des gens qui se plaignent...

M. Pagé: Lisez le journal des Débats.

M. Gratton: Lisez le journal des Débats.

M. Pagé: Vous faites vos petites conférences de presse régionales, voyons donc!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Pagé: Cela n'a pas de bon sens!

M. Chevette: M. le Président, est-ce que je peux continuer?

Le Président: M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Chevette: La duchesse de Portneuf me permettrait-elle de continuer?

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Joliette-Montcalm, je vous rappelle que votre première question a plutôt l'allure d'une demande d'opinion juridique. Vous pouvez continuer de poser vos questions, mais la première a l'allure d'une demande d'opinion juridique. Alors, il y en a une deuxième.

M. Chevette: Quelles sont les intentions du ministre, quant à l'aire de négociation? M. le Président, ce n'est plus là une opinion juridique.

Le Président: M. le ministre de la Fonction publique.

M. de Belleval: M. le Président, comme j'ai eu l'occasion de le déclarer à de nombreuses reprises, le projet de loi 53 maintient intégralement l'aire de négociation et le régime syndical en vigueur actuellement dans la fonction publique. En particulier, les articles 117, 118 et 119 prévoient

que les articles en vigueur qui traitent du régime syndical à la fonction publique sont transférés intégralement dans une nouvelle loi, Loi sur le régime syndical.

M. Bellemare: Question de règlement. Je souleve une question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: M. le Président, je vous sou mets très humblement un article spécial du règlement qui permet la déclaration ministérielle qu'a faite le ministre, l'article 179, mais sur laquelle on aurait eu à répondre, chacun des partis en cause. Je vous sou mets très humblement que ce n'est ni l'endroit, ni le temps de faire la déclaration ministérielle que fait le ministre, à la suggestion de la question très suggestive que lui a posée le député de Joliette-Montcalm.

M. Lavoie: Je voudrais rappeler à votre mémoire un principe que vous connaissez bien dans la philosophie du droit parlementaire, c'est qu'on ne peut pas anticiper un débat, surtout que ce projet de loi est au feuillet actuel; il est en commission, il doit venir en Chambre en deuxième lecture. Les propos que le ministre tient actuellement sont justement son argumentation de deuxième lecture. On ne peut pas anticiper sur un débat.

M. Burns: M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Je pense, M. le Président, que je suis obligé de dire que les deux leaders de l'Opposition qui viennent de soulever cette question de règlement ont parfaitement raison.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

M. Brochu: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Application de la loi 101 dans les écoles

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Il y a plus de deux semaines, en cette Chambre, le ministre, à une question que je lui posais, indiquait que d'ici une semaine ou deux il pourrait informer la Chambre quant au nombre d'enfants qui se trouvent présentement dans les écoles anglaises et qui devraient normalement se retrouver dans les écoles françaises. Ma première question serait pour lui demander s'il peut, aujourd'hui, nous en indiquer le nombre. Ma deuxième question serait de savoir s'il pourrait également nous indiquer le nombre d'enfants qui sont de langue et de culture

françaises et qui, suite à l'application des dispositions de la loi 101, se retrouvent dans toutes les commissions scolaires du Québec ou dans un certain nombre de commissions scolaires du Québec dans des écoles anglaises à s'angliciser.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, je suis en mesure de donner une réponse approximative au député de L'Acadie. Je le fais cependant sous toutes réserves, quitte à revenir sur la question dès que je disposerai de chiffres plus sûrs.

On sait que par sa résolution du 20 octobre, récemment, à la suggestion de la commissaire Collette Biche, la CECM demandait aux directeurs d'école et aux enseignants de langue anglaise de fournir à la CECM et aux autorités compétentes les noms et les adresses de tous les enfants qui fréquentent actuellement, légalement ou illégalement, l'école anglaise. À défaut d'obtenir ces renseignements des directeurs d'école ou des enseignants, la résolution prévoyait que les services de la CECM devraient prendre tous les moyens nécessaires pour les obtenir. Je ne connais pas le résultat exact de ces démarches; apparemment, ils n'ont pas été très fructueux. Cependant, d'après ce qui se dit à la CECM, le nombre d'enfants fréquentant illégalement les écoles anglaises serait de l'ordre de 879. C'est un chiffre que je donne sous toute réserve.

Me tournant maintenant vers le "Protestant School Board of Greater Montreal", j'ai tenté depuis quelques semaines de connaître le nombre exact des illégaux. J'avais, d'ailleurs, tenté la chose avant même que Mme le député ne souleve la question en Chambre. À ces fins, j'ai rencontré avant-hier des représentants du PSBGM à mes bureaux de Montréal et nous avons examiné ensemble toute la question de l'application de la loi 101. Ils sont venus me demander une application plus souple de la loi, ce à quoi j'ai consenti en ce qui concerne les délais d'inscription des élèves. De sorte que, si le PSBGM veut bien se conformer à la loi et faire remplir par les parents les formulaires prévus dans la réglementation avant le 15 décembre, nous serons en mesure de les financer ces places comme si les enfants avaient été régulièrement inscrits au 30 septembre, tel que le prévoit la loi.

M. Shaw: Question de privilège.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, je n'ai pas fini ma réponse.

M. Shaw: My understanding of the law of this country is that no one is presumed guilty until proven so in a Court of law.

We are using here reference to illegal, illegal before they are proved being illegal. There is no question that you may use the words "presumed illegal", but to suggest that they are illegal in any school...

Une Voix: The minister was unjust.

Le Président: Très bien, M. le député de Pointe-Claire.

M. le ministre de l'Education.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, de l'avis du ministère de l'Education, ces enfants se trouvent illégalement dans les écoles anglaises. Il se peut qu'un jour un tribunal en décide autrement; le gouvernement tiendra compte de tout avis des tribunaux. Mais en attendant, c'est notre avis très ferme, M. le Président.

J'ai donc invité les représentants du PSBGM à faire remplir les formulaires par des parents intéressés et à se conformer aux règles d'inscription prévues dans la Charte de la langue française. Quant au nombre d'élèves qui seraient illégalement inscrits ou qui seraient illégalement présents dans leurs écoles, eux-mêmes, à l'heure actuelle, n'en ont pas une idée précise. Cependant, si j'avais à indiquer un ordre de grandeur, je pense qu'il serait du même ordre que celui de la CECM; encore une fois, je vous fais part de ces chiffres sous toute réserve.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'apprécie que le ministre nous dise toutes les formalités qu'il met en oeuvre pour essayer de régulariser les choses, mais je voulais quand même un nombre. Est-ce que c'est exagéré de penser que, dans l'ensemble des commissions scolaires, on peut parler de l'ordre de 2000 étudiants? Je reviens avec ma deuxième question. Est-ce qu'il pourrait, sinon aujourd'hui du moins une autre journée, nous dire combien d'enfants de langue et de culture française, par suite des dispositions de la loi 101, se retrouvent dans les écoles anglaises des commissions scolaires?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, je laisse chacun spéculer sur le nombre exact. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions du député.

Pour ce qui est de savoir combien il y a d'enfants de langue française dans les écoles anglaises, il faudra pour cela que nous ayons devant nous les listes complètes et que nous fassions avec patience les relevés requis. Cela n'a pas encore été fait. Cependant, je note la question du député en vue d'y répondre éventuellement.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

Mme Lavoie-Roux: Une question additionnelle.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Russell: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, je n'ai pas autorisé la question additionnelle parce que, aujourd'hui, cela a été une journée modèle. Tout le monde veut y passer et si on multiplie les questions additionnelles on ne s'en sortira pas.

M. le député de Brome-Missisquoi.

Contingentements dans le domaine du textile

M. Russell: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je sais que depuis quelque temps — il a fait la manchette des journaux — il y a eu nombre de réunions, de contacts avec le gouvernement central en vue de corriger une situation qui est presque désastreuse dans le domaine du textile. Est-ce que le ministre pourrait informer la Chambre à savoir où sont rendues ces démarches, à quel point nous en sommes, afin d'éviter que le congédiement en masse puisse continuer et pour que les ouvriers puissent obtenir une certaine garantie?

M. Tremblay: M. le Président, à la suite de nombreuses rencontres avec les ministres fédéraux impliqués dans les questions commerciales, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de remplacer le système de contingentements global qui existe présentement, pour l'importation des produits du textile, mais surtout du vêtement, lesquels contingentements vont être appliqués jusqu'au 31 juin 1977, par des contingentements négociés de façon bilatérale avec sept pays principalement exportateurs vers le Canada.

Ceci répond en partie aux demandes que nous avons formulées. Il s'agit d'un contingentement volontaire et négocié. Nous avons demandé des contingentements globaux. Nous attendons le résultat des négociations que poursuit présentement le ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce avec ces sept pays pour voir le résultat qui en ressortira.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Russell: Une question additionnelle, très rapidement, M. le Président. Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait informer cette Chambre s'il est au courant des montants qui seront dépensés en argent canadien au Mexique par la Canadian Celanese? On me dit \$50 millions — est-ce que c'est vrai ou faux? — et qu'elle fermera ses usines ici au Québec?

M. Tremblay: Je n'ai pas d'indications concernant la fermeture de l'usine de Celanese et je n'ai pas d'informations sur le montant précis que vous mentionnez. Tout ce que je peux dire,

c'est que nous avons un programme spécial, qui a été annoncé lors de la mise en place de notre programme de stimulation de l'économie et qui comporte un montant de \$15 millions pour appuyer les secteurs traditionnels. Il me fera plaisir de vérifier cette nouvelle et de rencontrer les dirigeants de l'entreprise, s'ils veulent en discuter avec le gouvernement.

Le Président: M. le député de Drummond.

M. Clair: Question supplémentaire à la question du député de Brome-Missisquoi. Concernant cet investissement annoncé de \$50 millions de Celanese au Mexique, le ministre de l'Industrie et du Commerce accepterait-il également de s'enquérir auprès de l'entreprise pour savoir si cette décision est fondée sur les mauvais contingentements, sur la petite part du marché qui est réservée à l'entreprise du textile au Canada? J'aimerais savoir si c'est relié directement aux contingentements ou si cela n'a rien à voir avec cette question.

M. Tremblay: Il est possible, advenant que cet investissement se réalise, qu'un tel investissement se fasse au Mexique à la suite de l'élargissement des contingentements globaux auxquels j'ai fait allusion et qui ont une portée jusqu'au 31 juin prochain. Le Mexique ne se trouve pas parmi les sept pays avec lesquels le gouvernement fédéral doit négocier des ententes bilatérales. Si c'était le cas, je pense que le gouvernement fédéral serait dans l'obligation de revenir à la recommandation que nous lui faisons de maintenir les contingentements globaux qui vont prendre fin au mois de juin prochain.

Le Président: Fin de la période des questions.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: Oui, M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Chevette: ... une question de privilège parce que je considère que les trois leaders parlementaires ont induit cette Chambre en erreur parce qu'ils se sont basés, tous les trois, sur l'article 171c pour dire que ma question était irrecevable. L'article 171c parle d'un projet de loi qui est devant une commission parlementaire.

M. Bellemare: Je soulève une question de règlement.

M. Chevette: Je n'ai pas terminé; vous ne pouvez pas soulever de question de règlement tout de suite.

M. Bellemare: On n'a pas le droit de contester votre décision...

M. Chevette: M. le Président, est-ce que je peux continuer?

M. Bellemare: ... qui a maintenant pris effet, parce que vous êtes allé immédiatement à l'autre question.

M. Chevette: M. le Président, vous n'avez pas rendu de décision.

M. Bellemare: On n'a pas le droit de critiquer votre décision, ni la manière dont vous avez conduit les débats aujourd'hui. En répondant, l'honorable leader parlementaire a donné la bonne réponse. Vous l'avez acceptée vous-même et nous sommes passés à autre chose.

M. Chevette: M. le Président...

M. Bellemare: Je n'accepte pas que le député de Joliette-Montcalm essaie de s'essuyer sur vos manches!

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale! M. le député de Joliette-Montcalm, s'il s'agit de revenir sur la décision avec laquelle votre propre leader était en accord, je trouve que ce n'est pas le moment.

M. Chevette: C'est pour rétablir un fait, M. le Président.

Le Président: Bon, si c'est pour rétablir un fait...

M. Lavoie: M. le Président, je voudrais vous faire remarquer que, si question de privilège il y a, ce dont je doute, elle aurait dû être invoquée immédiatement avant la question suivante et il est trop tard. Elle doit être soulevée au moment exact.

M. Chevette: Le fait est le suivant...

M. Bellemare: A l'ordre! A l'ordre!

Le Président: M. le député de Joliette-Montcalm, je vous souligne que généralement une question de privilège doit être soulevée immédiatement après que les faits se sont déroulés, sauf qu'il y a toujours une certaine largesse de la présidence dans ces cas-là, surtout quand cela ne fait que quelques minutes. Il est très fréquent que la présidence, pour des questions de privilège, accepte un certain délai.

M. Burns: En écoutant les premières paroles du député de Joliette-Montcalm, il y aurait peut-être lieu pour lui de rétablir un certain nombre de faits en vertu de l'article 96 parce qu'on a peut-être mal interprété, y compris votre serviteur, ses paroles. On devrait peut-être l'entendre à ce sujet.

M. Lavoie: Non.

M. Levesque (Bonaventure): Non, on va plutôt donner notre consentement.

M. Lavoie: L'article 96 ne peut pas être invoqué, mais nous allons donner notre consentement.

M. Chevette: Si vous relevez le procès-verbal, la réponse fournie par le ministre de la Fonction publique a été la suivante: "L'aire de négociation appartient à un autre projet de loi". C'est le projet de loi no 53 qui est devant une commission parlementaire et non pas le projet de loi portant sur l'aire de négociation. Donc, j'étais en plein droit de poser ma question. Je ne vous demande pas de me donner la permission de le faire.

M. Lavoie: La période des questions est terminée.

M. Chevette: Vous avez été président, mais vous ne l'êtes plus, monsieur. Donc, M. le Président, je voulais donc dire à cette Chambre que, ma question portant sur un projet de loi autre que 53, vous ne pouviez pas invoquer l'article 171c pour me refuser la question.

M. Gratton: ... vous ne l'êtes pas non plus.

Le Président: M. le député de Joliette-Montcalm, je n'ai pas invoqué l'article 171c, je me suis basé sur le consentement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): ... une question de privilège. Je voudrais rappeler à cette Chambre qu'hier j'ai soulevé une question de privilège relativement à une déclaration du député des Îles-de-la-Madeleine. Vous savez, M. le Président, les conclusions de mon intervention et je dois remarquer que, comme hier, le député des Îles-de-la-Madeleine brille par son absence. Dans les circonstances, pourrais-je vous prier de prendre les dispositions nécessaires pour qu'on entende parler de cette personne, autrement si loquace, ou encore puis-je demander à son patron, le ministre de l'Industrie et du Commerce, de nous donner une indication de ses allées et venues et peut-être de réagir quelque peu.

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, comme il est de son droit, le chef de l'Opposition s'est prévalu de l'article 49 pour soulever une question de privilège, s'estimant lésé dans ses droits à la suite d'une déclaration du député des Îles-de-la-Madeleine. Je crois que seule le député des Îles-de-la-Madeleine peut donner l'interprétation qu'elle entendait lors de cette conférence de presse et je demanderais au chef de l'Opposition d'attendre qu'elle soit de retour en Chambre pour fournir ces explications.

Tout ce que je peux dire, M. le Président, c'est que, sur le plan administratif, j'ai fait relever les arrêtés en conseil qui ont permis au ministre de

l'Industrie et du Commerce de poser les gestes qu'il a posés, et en ce qui me concerne, il ne semble pas y avoir, sur le plan administratif, quoi que ce soit de répréhensible.

Par contre, M. le Président, en ce qui concerne l'opportunité politique d'avoir accordé les subventions qui ont été accordées, je crois que le député des Îles-de-la-Madeleine était parfaitement dans son droit de soulever le caractère, l'opportunité de ces gestes politiques. Je crois que le chef de l'Opposition est prêt à accepter que l'on critique les gestes que son gouvernement a posés à cette époque.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je tiens à remercier le ministre de l'Industrie et du Commerce de cette première partie de sa réponse. Quant à la seconde, est-ce qu'il m'est permis, M. le Président avec le consentement de la Chambre, de lui poser la question suivante: puisqu'il a examiné les dossiers, y a-t-il quelque chose, y a-t-il une décision prise, soit par le gouvernement libéral ou le gouvernement de l'Union Nationale, qui puisse, dans son esprit, ne pas être conforme aux politiques générales de subventions au ministère?

Le Président: M. le chef de l'Opposition, je pense que vous aviez présumé du consentement. Il ne semble pas y avoir de consentement et je ne voudrais pas qu'on reprenne le débat là-dessus. Alors, affaires du jour.

M. Burns: M. le Président, d'ailleurs le ministre a été très clair là-dessus. Je ne voudrais pas qu'on reprenne la période de questions sur un autre sujet. Je pense qu'il a été quand même très honnête à l'endroit du chef de l'Opposition en donnant sa réponse. Alors, M. le Président...

Travaux parlementaires

M. Pagé: M. le Président, la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi 53 s'est réunie à deux reprises. J'aimerais savoir, de la part du leader, si c'est le cas qu'il entend convoquer cette commission pour demain. J'aimerais, de plus, savoir pourquoi la commission a ajourné ses travaux sine die, hier, empêchant ainsi de continuer ce matin, de sorte que les 400 personnes qui étaient venues hier ont dû retourner chez elles. Si elles veulent être convoquées à nouveau, il leur faudra donner un avis de trois jours à leur patron pour pouvoir participer à la commission parlementaire. Ma question est la suivante: Est-ce que le ministre a convoqué cette commission pour demain, et pourquoi fait-il fi de l'avis de trois jours que les travailleurs doivent donner à leur patron, qui est l'Etat, pour pouvoir y participer?

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, j'en ai d'ailleurs pris connaissance, et c'est probablement de là que vient l'indication que vient de nous faire le député de Portneuf relativement à l'ajournement sine die.

Pour ceux qui ne savent pas, y compris M. Harguindeguy, dont le poste m'apparaît devoir commander un certain respect de ma part, je leur demanderais, comme également au député de Portneuf, de se rappeler qu'à chaque fois qu'une commission termine ses travaux le soir elle ajourne ses travaux, habituellement sine die. Cela ne veut pas dire que cette commission disparaît de la carte.

M. Pagé: Pas si elle a le droit de siéger le lendemain matin à 10 heures.

Le Vice-Président: A l'ordre!

M. Pagé: Ce qu'il dit n'est pas le cas.

M. Burns: Je dirai au député de Portneuf que M. Harguindeguy a le droit de se tromper là-dessus parce qu'il n'est pas habitué aux travaux parlementaires; je comprends cela et je ne lui en fais pas un grief, si on peut dire, comme président de syndicat. Le député de Portneuf lui, devrait comprendre que, lorsque la commission se fait donner par la Chambre un mandat de siéger de telle heure à telle heure, le président n'a d'autre choix que d'ajourner sine die. Cela ne veut pas dire que l'objet de la discussion de cette commission est remis sine die; c'est uniquement une formule technique pour remettre le problème entre les mains de la Chambre. Aussi je peux vous dire tout de suite que cette commission de la fonction publique va siéger demain, le jeudi 17 novembre, malgré le communiqué qui est adressé aujourd'hui par M. Harguindeguy, qui se plaint de cette situation et qui dit que de toute façon il n'y sera pas. Cette commission siégera demain matin à compter de 10 heures, jusqu'à 13 heures, pour étudier le projet de loi no 53, Loi sur la fonction publique.

En même temps j'en profite, M. le Président, pour donner l'avis qu'à la salle 81-A, également de 10 heures à 13 heures, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales...

M. Pagé: Sur la question de 53...

M. Burns: ... poursuivra l'étude des mémoires soumis relativement au livre blanc sur la consultation populaire. En même temps, toujours de 10 heures à 13 heures, la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, si elle n'a pas terminé ses travaux aujourd'hui, reprendra l'examen article par article du projet de loi no 67, ce qui me permet...

M. Pagé: M. le Président...

Le Vice-Président: Si vous permettez, pour qu'on aille bien doucement dans un sentier bien battu, M. le leader parlementaire, ce n'est pas parce que je prends la part du parti ministériel, c'est une raison bien technique, une séance d'une commission ne peut durer plus d'une journée et parfois dure moins d'une journée. Tant qu'il n'y a pas l'avis du leader parlementaire ou une motion

adoptée en Chambre ou un ordre de la Chambre, M. le député de Laval le sait fort bien, les commissions ajournent sine die. Vous avez une question en vertu de 34, M. le député de Portneuf. Je vous invite à la poser, soyez le bienvenu.

M. Pagé: M. le Président, je m'excuse, avec tout le respect que j'ai pour vous, vous semblez me donner un cours de procédure. Je suis au fait qu'une commission doit ajourner sine die, mais il y aurait pu y avoir un ordre de la Chambre pour faire en sorte que les travaux reprennent ce matin. D'autre part, ma question est la suivante: Vous avez reçu un avis que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux ne se présenterait pas demain à la commission. Est-ce que vous avez convoqué d'autres organismes et est-ce qu'ils ont eu droit à un délai de sept jours, comme ils peuvent l'exiger?

Le Vice-Président: M. le député de Portneuf, votre question est très pertinente. Je n'ai pas voulu donner de cours, j'ai simplement voulu, autant qu'il est possible pour la présidence de le faire, rétablir pour tous les faits. Il y a des gens qui nous écoutent et notre langage est un peu ésotérique parfois.

M. Bellemare: M. le Président.

Le Vice-Président: Un instant, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale. Est-ce que M. le leader parlementaire du gouvernement veut répondre avant que vous ne posiez votre question? Je vous donne la parole.

M. Bellemare: Il va pouvoir répondre aux deux. Je me surprends énormément de la décision si subite que vient de prendre le leader du gouvernement. Je lui ai demandé avant la séance si la commission siégerait aujourd'hui ou demain.

M. Burns: Je vous ai répondu: Demain.

M. Bellemare: Non, monsieur, ou bien je suis sourd.

M. Morin (Sauvé): Hélas!

M. Bellemare: Je vais me faire soigner. A part cela, M. le Président, à quoi cela sert de nous distribuer cette feuille hebdomadaire si on n'a pas la certitude qu'on suivra au moins les indications que nous donne le gouvernement? Ce serait peut-être...

M. Burns: M. le Président, si vous me permettez de répondre immédiatement à cela...

Le Vice-Président: Un instant, monsieur le leader. Ce n'est peut-être pas une question en vertu de l'article 34. Ne pourrait-on pas s'entendre pour qu'il y ait consentement unanime pour qu'on réponde à la question de M. le leader de l'Union Nationale?

M. Burns: M. le Président, je pense que j'ai été

clair à l'endroit de mes collègues de Laval, de Johnson, de Richmond, de Beauce-Sud et de Rouyn-Noranda. Lorsque je donne d'avance — à moins que vous ne vouliez plus avoir ces informations — une liste des projets du leader du gouvernement pour la semaine qui vient, cela est sujet à changement. Si vous voulez m'en tenir à cela et me tenir rigueur parce que je change cela, je vous dis tout de suite, cela serait pénible de le faire, je regretterais d'être obligé de faire cela... Si vous voulez me dire: Vous avez prévu telle affaire pour tel jour et vous avez changé de position, à ce moment, cela me ferait bien de la peine de dire: A l'avenir, c'est bien simple, vous ne saurez pas avant la veille ce qui va se passer le lendemain. Ce ne sont pas des menaces que je vous fais. Je vous dis tout simplement que l'optique avec laquelle nous avons abordé cela de façon collective — je parle des députés de Johnson, Laval, Beauce-Sud, de Rouyn-Noranda et de moi-même, il me semble que c'était une espèce d'esprit de collaboration pour pouvoir prévoir à peu près ce qui arriverait dans la semaine qui vient. Maintenant, en cours de route, tous le savent — le député de Johnson le sait fort bien à part cela car il a déjà été ministre — il y a des choses qu'on est obligé de changer en cours de route à cause de l'absence d'un ministre, tout à fait inattendue, parce que ces projets de loi doivent retourner au comité de législation et à cause d'une série de facteurs comme ceux-là. S'il vous plaît, ne me forcez pas. Je vous le dis bien honnêtement, je serais très peiné d'être obligé de revenir sur ma décision là-dessus.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! J'ai donné une grande latitude à M. le leader parlementaire du gouvernement parce que j'ai supposé un consentement. Je suis prêt à permettre quelques moments à M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, mais c'est aujourd'hui la journée des députés. C'est un mercredi particulier. Je voudrais qu'on en vienne à la motion.

M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Je n'ai pas besoin de vous dire, M. le Président, que cette nouvelle formule est une amélioration considérable pour nos travaux parlementaires, particulièrement l'ordre du jour que nous remet à toutes les semaines le leader parlementaire du gouvernement. C'est une amélioration pour notre parlementarisme. Je ne suis pas contre. Au contraire, je suis bien heureux de recevoir, toutes les semaines, le projet des commissions parlementaires qui pourront siéger. Mais là où j'en veux au ministre... Plutôt, lorsque je saisis l'occasion aujourd'hui pour lui reprocher de faire siéger une commission demain matin, c'est qu'il y a là, pour la deuxième fois, une épée de connivence pour remettre des commissions sine die...

M. Burns: Ne soyez pas malhonnête quand même.

M. Bellemare: Ecoutez. Un instant, un instant. Juste un instant. La première fois ils étaient ici en

grand nombre et puis on a ajourné sine die à 13 heures. On aurait pu reprendre dans l'après-midi pour empêcher les dépenses extraordinaires que cela cause...

M. Burns: M. le Président, question de privilège. Ce matin il y avait trois commissions parlementaires. On ne pouvait pas en mettre une quatrième. C'est impossible. Le Parlement ne peut pas supporter quatre commissions en même temps à moins de se mettre en quatorze pour essayer de trouver une place pour les débats.

M. Bellemare: Non, non, je ne vous demande pas cela, mais la semaine prochaine...

M. Burns: Ce matin, il y avait la commission de la présidence du conseil, la commission des consommateurs qui étaient prévues. Il y avait également une troisième commission, celle du tourisme, de la chasse et de la pêche relativement au projet de loi no 21. Ne nous demandez pas de trouver une quatrième place!

Le Vice-Président: D'accord.

M. Burns: Ils ont terminé hier soir et on ne pouvait les faire siéger ce matin. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise?

Le Vice-Président: S'il vous plaît! Est-ce que je pourrais considérer que les messages sont passés et que l'incident est clos? S'il y a une question en vertu de l'article 34, je puis l'accepter, et nous passerons tantôt aux réponses écrites et au dépôt de documents. Un instant!

M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, j'ai posé des questions tout à l'heure auxquelles je n'ai pas eu de réponses. Qu'est-ce qu'on fait, dans ce cas?

Le Vice-Président: Vous pouvez reposer votre question.

M. Burns: M. le Président, je considère que ce n'était pas une question en vertu de l'article 34; il pourrait la poser à la prochaine période des questions.

M. Pagé: C'était une question en vertu de l'article 34. Je vous ai demandé: Quel est le groupe demain?

M. Burns: Je vous dis que je ne réponds pas à votre question, en vertu de l'article 34. Posez-la!

M. Pagé: Quel est le groupe, demain?

Le Vice-Président: Je m'excuse...

M. Burns: Demain, c'est le groupe qui était déjà...

Le Vice-Président: Je m'excuse, M. le député de Portneuf; ce n'était pas une question en vertu

de l'article 34, réellement. Cette question doit être posée à la commission parlementaire et vous pouvez obtenir la réponse soit du secrétariat des commissions, soit du président de la commission ou du ministre responsable à la commission. Je ne pense pas que c'est une question qui peut ou doit être posée en Chambre et je demande à M. le leader parlementaire du Parlement de m'indiquer le menu qui suit.

Questions inscrites au feuillet

M. Burns: M. le Président, tout à l'heure, je ferai une motion, mais, avant cela, j'ai un certain nombre de réponses à soumettre à l'Assemblée nationale. D'abord, il me ferait plaisir, au nom du ministre de la Justice, de soumettre une correction à une réponse qui a été donnée la semaine dernière, c'est-à-dire le 9 novembre, à la question qui apparaissait au feuillet, à ce moment-là, à l'article 85), à la page 37. M. Bédard répondait à M. Ciaccia et, malheureusement, une erreur s'est glissée dans cette réponse. J'aimerais apporter une correction à cette réponse avec l'autorisation, évidemment, du ministre de la Justice.

La réponse est bien simple: Au troisième élément de la réponse, on disait: "Le mandat du groupe se termine le 15 novembre 1977", alors que la réponse aurait dû se lire: "Le mandat du groupe se termine le 30 novembre 1977".

Le Vice-Président: Je pense que, du consentement unanime, on peut accepter cette correction.

M. Burns: Je vous demande, M. le Président, avec le consentement de la Chambre, de recevoir cette réponse corrigée.

Le Vice-Président: Correction à une réponse, de consentement unanime. (voir annexe)

M. Burns: Quant aux réponses elles-mêmes, M. le Président, je vous réfèrerais, d'abord, à notre feuillet d'aujourd'hui, à l'article 17), question de M. O'Gallagher, réponse de M. O'Neill.

M. O'Neill: Lu et répondu, M. le Président. (voir annexe)

M. Burns: A l'article 20), M. le Président, question de M. Lavoie, réponse de M. Morin (Louis-Hébert) que j'ai l'honneur de déposer en son nom. Lu et répondu. (voir annexe)

A l'article 30), question de M. Gravel, réponse de M. Lessard. J'ai l'honneur, au nom de M. Lessard, de déposer la réponse. Lu et répondu. (voir annexe)

A l'article 33), question de M. Forget, réponse de M. Morin (Louis-Hébert). J'ai l'honneur, au nom de M. Morin (Louis-Hébert), de déposer la réponse. Lu et répondu. (voir annexe)

A l'article 34), il s'agit d'une question de M. Garneau. Je ferais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Bellemare: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

M. Burns: Le document sera déposé par M. Morin (Sauvé).

M. Morin (Sauvé): Document déposé.

Le Vice-Président: Document déposé, dépôt reçu.

M. Burns: A l'article 36), M. le Président, question de M. Garneau, réponse de M. Morin (Sauvé).

M. Morin (Sauvé): J'y ai répondu, M. le Président. (voir annexe)

M. Burns: A l'article 39), question de M. Pagé, réponse de M. Duhaime.

M. Duhaime: Lu et répondu. (voir annexe)

M. Burns: A l'article 40), question de M. Saint-Germain. Il s'agit d'une réponse qui, éventuellement, sera faite, si la Chambre le veut bien, sous forme de dépôt de document. Je ferais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de documents.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Bellemare: Adopté.

Le Vice-Président: Motion adoptée. Vous pouvez procéder à votre dépôt.

M. Burns: Le document sera déposé par M. Morin (Sauvé).

Le Vice-Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): Document déposé.

Le Vice-Président: Dépôt reçu.

M. Burns: A l'article 41), question de M. Saint-Germain. Je fais motion, également, pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté.

M. Burns: Document à être déposé par M. Morin (Sauvé).

Le Vice-Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): Ce document est déposé, M. le Président.

Le Vice-Président: Dépôt reçu.

M. Burns: A l'article 53, question de M. Du Bois, réponse de M. Duhaime.

M. Duhaime: Lu et répondu. (voir annexe)

M. Burns: M. le Président, à l'article 59, une question de M. Russell, j'ai l'honneur de donner cette réponse au nom de M. Lessard. Lu et répondu au nom du ministre des Transports, (voir annexe)

Article 71, question de M. Goulet, réponse de M. Tardif.

M. Tardif: Lu et répondu. (voir annexe)

M. Burns: Article 83, question de M. Pagé, réponse de M. Bédard.

M. Bédard: C'est sa réponse, M. le Président. (voir annexe)

M. Burns: Article 91, M. le Président, question de M. Saint-Germain, réponse de Mme Payette.

Mme Payette: M. le Président, j'ai lu la question, je l'ai comprise et j'y ai répondu. (voir annexe)

M. Burns: Article 131, M. le Président, il s'agit d'une motion de M. Roy, motion pour dépôt de document. J'ai l'honneur, au nom du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Tremblay, de déposer ce document.

Le Vice-Président: Dépôt reçu.

M. Burns: Finalement, M. le Président, à l'article 142, il s'agit d'une motion de Mme Lavoie-Roux et il y aura dépôt par M. Morin (Sauvé).

M. Morin (Sauvé): Voulez-vous me permettre de déposer ce document, M. le Président.

Le Vice-Président: Je vous en supplie. Dépôt reçu.

Motion pour faire siéger la commission des consommateurs

M. Burns: M. le Président, sur ce, avant que nous passions aux affaires du jour, je ferais motion pour que la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières se réunisse immédiatement à la salle 81-A, et non pas 91-A où cette commission était ce matin, étant donné que les deux autres commissions ont terminé leurs travaux. Je pense que c'est plus confortable à la salle 81-A, et comme nous n'aurons qu'une seule commission cet après-midi, je fais motion pour que nous modifiions cela en ce qui concerne l'endroit. Mais que cette commission des consommateurs, coopératives et institutions financières se réunisse immédiatement jusqu'à 18 heures pour poursuivre l'examen article par article du projet de loi no 67.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Vice-Président: Motion adoptée.

Motion de M. Dubois priant le gouvernement d'intervenir dans le domaine de la production agricole

M. Burns: M. le Président, maintenant que nous arrivons aux affaires du jour, j'ai eu l'occasion de rencontrer mes collègues de l'Opposition et il semble qu'un certain problème, Mme le Président, dis-je, s'était soulevé, la semaine dernière, relativement à un certain amendement qui avait été proposé par le député de Joliette-Montcalm. Depuis ce temps, nous avons, par exemple, au cours de la journée de mercredi, ajourné les travaux au lendemain. J'ai eu l'occasion de consulter mes collègues, le député de Laval et le député de Johnson, en particulier — je n'ai malheureusement pas eu encore le temps de consulter le député de Rouyn-Noranda — et il y avait, Mme le Président, je vous le rappelle, un consentement quant à l'inclusion dans le débat de l'amendement du député de Joliette-Montcalm. Je pense que cela a été reconnu. En tout cas, mes collègues pourront confirmer ou infirmer mes dires.

Si tel était le cas, on pourrait reprendre le débat tant sur l'amendement que sur la question principale, tout en nous rappelant que d'ici 18 heures il y aura un vote sur les deux aspects de la discussion, mais sans limiter le débat soit à l'amendement soit à la question principale. Il s'agit là, je pense, d'un consentement que j'aimerais voir, si c'est possible, transformé en ordre de la Chambre pour qu'on évite d'ici la fin du débat, quelque discussion que ce soit là-dessus, si évidemment cela reçoit le consentement de la Chambre. Je pense, d'après mes consultations, que ce serait quelque chose d'acceptable par tout le monde.

J'ajoute, en terminant, qu'il est anormal qu'une même motion, selon notre règlement, passe trois mercredis d'affilée, mais cela fait un autre élément du consentement qui a été donné de façon collective par tous ceux qui ont eu l'occasion d'en discuter.

Mme le Président, je suggérerais donc que la Chambre nous donne un ordre de poursuivre le débat relativement à ce consentement que la motion principale présentée par M. Dubois, le député d'Huntingdon, avec l'amendement de M. Chevrette, député de Joliette, puissent être discutés et fassent l'objet d'un vote à la fin de la présente séance.

Mme le Vice-Président: Pour vérifier le consentement.

M. Bellemare: Je voudrais bien être assuré qu'il y aura deux votes.

M. Burns: Il y aura deux votes.

M. Bellemare: Un vote sur la motion.

M. Burns: C'est exactement l'objet de l'entente, il n'y a pas de problème.

Mme le Vice-Président: Puisqu'il y a consentement unanime, je demande à cette Assemblée d'en faire un ordre. Adopté?

Une Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.

Cette Assemblée reprend donc le débat sur la motion de M. le député de Huntingdon, motion qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles.

Amendement de M. Chevette (suite)

Et l'amendement de M. Chevette propose: "Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "concentre immédiatement" par le mot "poursuive" et en ajoutant après le mot "efforts" le mot "soutenus".

Il est entendu, selon l'ordre de la Chambre, que les intervenants pourront parler aussi bien sur la motion d'amendement que sur la motion principale, qu'il y aura dix minutes pour les intervenants comme l'article 91 en fait foi et qu'il y aura deux votes avant 18 heures ce soir.

M. le député de Joliette-Montcalm, il vous restait trois minutes du temps qui vous est alloué habituellement sur une intervention en vertu de l'article 91 du règlement.

M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Mme le Président, si j'avais su qu'en faisant mon amendement, je perdais dix minutes, en trois minutes, je ne pourrais sûrement pas convaincre cette Assemblée du bien-fondé de l'amendement, mais je sais que les propos que tiendra M. le ministre de l'Agriculture vous en donneront suffisamment pour convaincre même l'Opposition de l'importance de voter pour cet amendement. Si j'ai dit poursuivre au lieu de concentrer, c'est purement et simplement parce qu'il y a eu beaucoup de travail de fait.

Je n'ai pas l'intention de vous en faire rénumération parce que le ministre lui-même me suivra bientôt et pourra vous la faire.

J'invite cette Assemblée à bien écouter le ministre de l'Agriculture qui la convaincra, j'en suis sûr, parce que l'Opposition l'écouterait avec une oreille attentive, réceptive et surtout avec bon jugement. A 17 h 50, Mme le Président, nous pour-

rons prendre deux votes positifs en faveur de ces deux motions.

Mme le Vice-Président: Quelqu'un veut-il intervenir ou si je demanderai le vote maintenant?

M. le député de Saint-Hyacinthe.

M. Cordeau: Mme le Président...

M. Garon: \$10 millions d'investissement, à Saint-Hyacinthe, dans l'agro-alimentaire!

Mme le Vice-Président: M. le ministre, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Saint-Hyacinthe a maintenant le droit de parole.

M. Fabien Cordeau

M. Cordeau: Je remercie M. le ministre de ses bonnes nouvelles. Il y avait à peu près \$7,5 millions d'investissement concernant l'agro-alimentaire à Saint-Hyacinthe et il vient de dire qu'il y en aurait pour \$10 millions. J'ai hâte de connaître l'autre projet de \$2,5 millions qui doit s'en venir prochainement.

Une Voix: Ce sont des promesses!

M. Cordeau: Je partage l'opinion de mon collègue, le député de Huntingdon, lorsqu'il affirme "que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles". Ce point de vue représente les aspirations et les désirs de la grande majorité des agriculteurs du Québec.

Bien que cette motion fut amendée par le gouvernement, en y remplaçant "consente immédiatement" par "poursuive" et en y ajoutant "soutenus" après "efforts", cela ne change absolument rien au fond de cette motion car le secteur agro-alimentaire doit retenir toute l'attention du présent gouvernement. Depuis quelques années, au Québec, nous assistons à un éveil de l'intérêt de plusieurs organismes et parfois de l'Etat vis-à-vis des possibilités de développement offertes par l'industrie agro-alimentaire. Par agro-alimentaire, nous entendons tout l'ensemble du cheminement de toute une gamme de matières premières ayant pour fins la production d'un aliment, c'est-à-dire qu'il faut inclure aussi bien l'approvisionnement à la ferme que l'entreposage et la distribution de l'aliment préparé. Ce sont toutes les étapes de l'activité économique qui tendent à valoriser cette ressource du milieu qui s'appelle le sol arable qui s'intègrent et se complètent, chacune d'entre elles étant essentielles à la mise en valeur du sol.

Si cet éveil d'intérêt a pour premier résultat de développer une activité économique qui est déjà l'une des premières de notre milieu, on rappelle également qu'elle est une force créatrice d'em-

plois; nous savons tous que le Québec a besoin de créer plusieurs milliers d'emplois. Le développement de l'agro-alimentaire présuppose aussi la présence et le maintien d'un nombre minimum d'agriculteurs progressifs, efficaces et bien rémunérés. C'est la condition première à réaliser si nous désirons que toute la structure de l'industrie québécoise de l'agro-alimentaire soit bien enracinée dans le milieu québécois; les centres de décision doivent être axés sur la mise en valeur des ressources naturelles et humaines du Québec.

Même le premier ministre Lévesque a affirmé l'intention du gouvernement d'inscrire l'agro-alimentaire au nombre des industries qui jouiront d'une priorité en matière de développement. Voilà pourquoi le député de Huntingdon a fait la motion que j'ai citée plus haut, étant donné qu'il avait constaté le peu de réalisations du gouvernement dans ce domaine de l'agro-alimentaire.

Vu que le milieu économique et notre agriculture ont besoin de sortir rapidement de l'incertitude actuelle, l'Etat saura-t-il être le grand initiateur et le grand catalyseur qu'attendent le monde de l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire et toute l'économie québécoise?

Mme le Président, le ministre a déjà annoncé un sommet agro-alimentaire pour le printemps de 1978. Nous espérons qu'il n'a pas changé d'idée, que cette réunion aura lieu et que tous les participants qui y seront invités incluront tous les maillons de la chaîne alimentaire à partir du producteur jusqu'au consommateur. Merci, M. le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Kamouraska-Témiscouata.

M. Léonard Lévesque

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Merci, Mme le Président. Il me fait plaisir, cet après-midi, de prendre la parole en Chambre pour parler un peu d'agriculture. Étant député d'un comté qui a un fort pourcentage d'agriculteurs, il me fait plaisir de venir parler des problèmes agricoles. Il ne faut pas se cacher que des problèmes agricoles, il y en a. Il y en a toujours eu et je pense qu'il y en aura toujours. Par contre, il faudrait autant que possible y aller avec des politiques qui seraient de nature à aider la classe agricole.

Mme le Vice-Président: M. le député de Belchasse.

M. Goulet: Je m'excuse, je ne veux pas être désagréable...

Mme le Vice-Président: Est-ce sur une question de règlement, M. le député?

M. Goulet: Oui, Mme le Président. Je ne voudrais pas être désagréable envers le député de Kamouraska-Témiscouata, étant donné que c'est une des personnes dans cette Chambre qui connaissent véritablement l'agriculture pour y avoir vécu. Mais je constate qu'au moment où ce

monsieur nous parle nous ne sommes que seize députés en Chambre et je vous demande, Mme le Président, de faire en sorte qu'on ait quorum.

Mme le Vice-Président: Je viens d'en compter dix-neuf. Voulez-vous vérifier, M. le secrétaire? Il faudrait que vous les comptiez. Je dois vous rappeler à l'ordre. Vous allez devoir compter ceux qui sont derrière le fauteuil, j'ai l'impression. M. le secrétaire, voulez-vous vérifier? Merci. Il y a maintenant quorum. D'accord, M. le député de Bellechasse.

M. le député de Kamouraska-Témiscouata.

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Merci, Mme le Président. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, qu'on s'aperçoit, quand on parle d'agriculture dans cette Chambre — on en a eu un exemple mercredi passé, surtout du côté de l'Opposition — que la Chambre se vide. Je le déplore, parce que l'agriculture au Québec, c'est très important. Quand je vois la motion qui est présentée par un député et qu'il nous dit que le gouvernement se penche sur les problèmes de l'agriculture, mais qu'il faudrait en faire plus, je pense que le député qui a fait cette motion n'avait pas lu les déclarations et n'a pas suivi l'agriculture. Un point qui est fort intéressant, ce sont les déclarations du ministre quand il parle du "respect absolu de l'agriculteur comme chef d'entreprise capable de prendre lui-même les décisions qui le concernent sans qu'on ait à le guider par la main".

On dit qu'il ne s'est rien fait depuis un an déjà. Je peux citer quelques exemples de choses qui ont été réalisées dans l'agriculture. Conclusion d'une nouvelle entente avec les médecins vétérinaires. On sait que cette question a traîné pendant trois ou quatre ans et qu'il n'y avait pas eu de décision de prise. Actuellement, il y a une entente de prise et dans le domaine des médecins vétérinaires, cela va bien.

Augmentation du budget de l'agriculture, c'est un des propos du ministre de l'Agriculture, de la fin août, quand on parlait des sept mois du ministre de l'Agriculture. Application de l'assurance-stabilisation des revenus à deux nouvelles productions. Programme de lait école.

M. Giasson: Mme le Président, question de règlement. Je constate que l'un de nos collègues prononce un excellent discours. Il s'agit, sauf erreur, de son premier discours sur un sujet des plus intéressants, l'agriculture. Je crois que nous devrions avoir quorum.

Mme le Vice-Président: Nous allons vérifier. Vous savez, M. le député, qu'il y a une commission parlementaire qui siège à ce moment-ci, que le quorum doit être de 20 députés. Nous vérifions. Il y a effectivement quorum.

M. le député de Kamouraska-Témiscouata.

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Je peux poursuivre? Je disais qu'il y avait le programme de lait-école, qu'il y a eu, cette année, quelque \$2 millions et plus d'investis, et pour l'an-

née qui vient, le ministre nous a assuré qu'il y aurait plusieurs millions de dollars d'investis dans le lait-école. Je trouve que c'est une bonne formule pour le produit qui est souvent laissé en "stock".

Aide à la main-d'oeuvre agricole. Ce programme existait par les années passées, il a été aboli en 1976, et il revient sur la carte en 1977. Après avoir discuté avec plusieurs cultivateurs de mon comté, et après leur avoir expliqué le programme, plusieurs s'en sont prévalus et ils en sont très fiers.

Création de l'assurance-récolte facultative. Modifications au programme des travaux mécanisés. On sait ce qui se passait dans ce domaine. Modifications des programmes de drainage souterrain. Encore là. Tournées régionales. Dans mon comté et dans d'autres comtés voisins, on n'a jamais vu le ministre de l'Agriculture aussi souvent que cette année. Le ministre est aux expositions agricoles, aux concours de labour. Il est partout. Il s'est même dit, ici, que le ministre ne sortait pas. C'est le contraire qui se produit.

Mobilisation d'un nouveau conseil d'administration à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire. Rencontre avec les délégués commerciaux du Québec à l'étranger. Programme d'aide aux expositions agricoles. C'en sont des mesures. Voirie rurale. Encore là, la voirie rurale, c'est les chemins de colonisation. Il y avait des budgets de votés pour des chemins de colonisation. Cet argent allait où? Entre autres, dans mon comté, j'ai vu plusieurs chemins de chalets privés qui ont été gravés, parmi les chemins de colonisation. Ce n'est pas cela qu'on appelle la voirie agricole. Il s'agit de mettre des montants d'argent dans des chemins de colonisation à vocation agricole pour aider les cultivateurs à sortir leurs produits parce qu'il y avait des chemins désuets, non carrossables.

Les importations de poulets à griller. Construction d'un pavillon de la recherche sur les végétaux. L'inspection des viandes de petits abattoirs. On en a mis beaucoup sur le dos des petits abattoirs. La viande avariée. Il va y avoir une inspection de nos abattoirs et on espère que les produits de ces petits abattoirs seront dans nos gros marchés et qu'ils auront l'estampille "Québec approved".

L'implantation des institutions privées, les coopératives de crédit agricole et à long terme. C'est vrai qu'il y avait quelque chose à faire, dans la production, au crédit agricole. Il y en a encore à faire parce que c'est encore, à mon point de vue, non adapté aux cultivateurs de la région.

Dernièrement, je rencontrais les cultivateurs de ma région. Je leur posais la question: Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse pour l'agriculture au Québec? Ils me répondaient: Tout ce qu'on veut, on veut être payé pour notre produit. C'est aussi simple que cela. On veut un prix pour notre produit. Je leur ai dit que pour avoir des prix pour notre produit, il y a beaucoup à faire. Pour commencer, il faut contrôler nos produits, contrôler nos importations comme nos exportations.

Il faut prendre nos affaires en main. Ils ont dit: Oui, c'est cela qu'il va falloir faire. Mais j'ai dit que,

dans certains domaines dans le moment, on ne peut pas y toucher parce qu'on en dépend juste d'une partie. L'autre partie, ce n'est pas nous qui administrons cela. Un amendement du député de Joliette-Montcalm s'ajoute à cette motion et propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots "concentre immédiatement" par le mot "poursuive" et en ajoutant après le mot "efforts" le mot "soutenus". Je vais voter pour un amendement comme cela, mais la proposition, je ne peux pas être pour. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Champlain.

M. Marcel Gagnon

M. Gagnon: Mme le Président, juste quelques mots, lors de la deuxième occasion que j'ai en cette Chambre, pour parler de l'agriculture. Dans le passé, j'ai eu l'occasion de parler passablement d'agriculture lorsque je faisais du syndicalisme agricole. Souvent on s'est plaint que l'agriculture n'existait pas pour le gouvernement du Québec. C'est un fait. Je me souviens que plusieurs résolutions de l'UPA demandaient à l'ancien gouvernement de nous dire d'abord oui à l'agriculture.

On est actuellement assez malvenus, de la part de l'Opposition, d'essayer de faire voter une motion qui demande au ministère de l'Agriculture de commencer à travailler. Depuis un an, autant l'Opposition officielle que l'Union Nationale, lorsqu'on a l'occasion de se rencontrer en coulisses, sont d'accord pour dire qu'il s'est fait énormément de choses dans le domaine agricole. Je n'énumérerai pas toutes les choses que mon collègue vient d'énumérer en ce qui concerne, par exemple, les travaux mécanisés, le lait-école et ainsi de suite.

Je suis d'accord, tel que la proposition a été amendée par le député de Joliette-Montcalm, qu'il nous faut poursuivre ces efforts. L'agriculture est en retard au Québec. L'agriculture, comme le disait le ministre, est une des industries les plus importantes au Québec. Elle est une des plus génératrices d'emplois. Même si le travail qui s'est fait depuis un an a été un travail ardu, important, ce n'est qu'un début.

On a mentionné tantôt, par exemple, les politiques de l'Office du crédit agricole. Cet organisme, on doit revoir ses politiques de crédit agricole si l'on veut avoir au Québec des chances de s'implanter et de la relève dans le domaine agricole. Si on regarde tout ce qui s'est fait avec le travail soutenu de notre ministre et de notre caucus qu'on a formé autour de ce dernier, je suis extrêmement confiant. J'abonde dans le sens de l'amendement du député de Joliette-Montcalm lorsqu'il dit "poursuive ses efforts". Qu'on poursuive ses efforts afin qu'un jour, une fois pour toutes, l'agriculture au Québec prenne le premier rang qu'elle doit prendre; afin que les producteurs agricoles se sentent réellement protégés; afin que le gouvernement leur dise, une fois pour toutes: Oui on en veut de l'agriculture au Québec; afin que l'on connaisse une fois pour toutes ce qu'on

veut faire avec le syndicalisme agricole pour donner la chance aux producteurs de vendre leur produit et de l'approcher le plus près du consommateur, par exemple, par l'entremise des plans conjoints; afin d'aider par la loi 44, la loi pour laquelle on s'est battu en 1974 — j'en étais un de ceux-là — la stabilisation des revenus.

On sait que cette année on a déjà élargi l'application de cette loi 44 à deux autres productions. On sait que c'est un début. C'est un travail extraordinaire. C'est un travail qui est très bien vu par la classe agricole. Alors, il faut poursuivre ce travail. Dans ce sens, je n'ai pas grand-chose à ajouter, sauf dire que, dans mon comté, les cultivateurs du Québec, que je connais assez bien, sont d'accord avec cette résolution et qu'ils demandent au gouvernement du Québec, au ministre de l'Agriculture de continuer leurs efforts soutenus, comme l'a dit le député de Joliette-Montcalm dans son amendement. Personnellement, j'assure le ministre que, si on continue de travailler comme on l'a fait depuis un an, on sera certain que le gouvernement du Québec aura dit oui à l'agriculture et que les agriculteurs du Québec sauront où on va avec leur l'agriculture. Je vous remercie.

Mme le Vice-Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Julien Giasson

M. Giasson: Mme le Président, je dois vous avouer...

M. Proulx: Il y a beaucoup de collègues pour vous entendre.

M. Giasson: Pardon?

M. Proulx: Il y a beaucoup de collègues pour vous entendre.

M. Giasson: Oui, et il y a le même phénomène qui se produit chez les gens d'en face, exactement le même phénomène.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député.

M. Giasson: Mme le Président, j'ai commencé mon intervention de façon très limpide et tranquille. Vous devez reconnaître que ce sont les gens d'en face qui sont intervenus dès le départ, dès mes premiers propos, qui ont tendu une perche et qui ont apporté un blocus aux travaux de notre Assemblée. Je comprends que vous l'avez réalisé, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Montmagny-L'Islet, je vais voir à ce qu'on protège votre droit de parole. C'est vous, maintenant, qui avez la parole.

M. Giasson: Je ne me plains pas à l'endroit de mon droit de parole, je sais qu'au-delà des inter-

ventions du député de Saint-Jean, je pourrai intervenir tout à mon aise dans ce débat. Mme le Président, dis-je, je dois avouer que j'ai été un petit peu étonné lorsque j'ai pris connaissance de la motion d'amendement présentée par le député de Joliette-Montcalm, puisque le député de Huntingdon, de par sa motion, invitait l'actuel gouvernement, et surtout son ministre de l'Agriculture, à presser le pas dans le développement et la création de véritables politiques ou programmes agro-alimentaires au Québec, en dépit des efforts que le ministre a pu faire dans certains secteurs qui touchent l'agriculture. Lui-même en a fait état et ses collègues du Parti québécois, du gouvernement, qui sont intervenus n'ont pas manqué d'indiquer les actions qu'avait posées l'actuel ministre de l'Agriculture pour améliorer ou modifier un certain nombre de petits programmes, ce qu'on appelle communément des cataplasmes. Vous connaissez cela, les cataplasmes. Votre chef, le premier ministre, en a souvent parlé, puisqu'il avait déclaré de la façon la plus nette et la plus précise que l'avènement d'un gouvernement péquiste en cette province ferait en sorte d'éliminer tout ce qui est programme de cataplasmes à l'intérieur de l'agriculture chez nous.

Le premier ministre actuel était même allé au-delà de cela; il avait répété, à maintes occasions, que l'agriculture serait la priorité nationale du Québec. Somme toute, il était évident que, devant ces prises de position, nous sentions, si le premier ministre était sincère, qu'il ferait de l'agriculture son premier souci, son enfant chéri. Or, jusqu'à maintenant, peut-on dire que l'actuel gouvernement, par son ministère de l'Agriculture, a véritablement lancé le développement et la programmation d'une véritable industrie agro-alimentaire chez nous? Je dis non, Mme le Président, sans méconnaître ou refuser d'admettre certains changements qui ont été apportés dans des programmes agricoles. Mais là encore, faut-il, même si on en a fait largement état et qu'on a annoncé avec beaucoup d'insistance des transformations à certains programmes agricoles, reconnaître qu'ils n'ont pas apporté, dans certains domaines, dans certains secteurs, les fruits escomptés. En voulez-vous des exemples? Le ministre, à grand renfort de publicité, a dit qu'il faisait des changements dans la direction de la raffinerie de sucre à Saint-Hilaire et que ces changements devaient modifier de fond en comble l'exploitation de cette industrie chez nous, contribuant à relancer véritablement la production de la betterave sucrière. Or, qu'en est-il, exactement?

Les changements ont été annoncés, comme je l'ai indiqué, avec beaucoup de fla-fla, comme on dit. On est censé avoir dépolitisé le conseil d'administration de la raffinerie et cela devait avoir comme conséquence de remettre cette entreprise, cette industrie sur la voie de la rentabilité et de redonner confiance aux producteurs de betterave à sucre chez nous.

Nous apprenons, à ce moment-ci où on fait la récolte, que la production de la betterave sucrière au Québec connaît une réduction de près de 50% de ce qu'elle a été dans le passé. Je veux bien

croire qu'au moment où on nous a dit cela, cela devait contribuer à changer l'exploitation de la raffinerie chez nous et relancer cette industrie sur la voie du progrès. La réalité et les faits que nous vivons, cet automne, nous indiquent exactement le contraire des effets recherchés.

Le ministre, également, ne nie pas cela, M. le ministre!...

M. Garon: Non.

M. Giasson: C'est une réalité qu'on vit au Québec. Vous pouvez le nier mais vous ne changez pas la réalité.

M. Garon: Même production.

M. Giasson: Le ministre nous a également dit qu'au Québec le programme de travaux mécanisés, qu'il avait modifié, allait apporter des changements très profonds à l'endroit de l'agriculteur, du producteur agricole chez nous. D'abord, il nous a dit que la possibilité qu'il donnait à tout entrepreneur qui répondait aux normes en matière d'équipement de pouvoir offrir ses services, c'était quelque chose qui allait changer la face des travaux mécanisés. Il nous a indiqué, également, qu'on allait subventionner 60 heures de travaux. C'est là une politique qui lui est propre par rapport à celle qui existait autrefois. Avant sa venue, on subventionnait 40 heures de travaux sur les fermes; le ministre a décidé de porter cela à 60 heures.

J'ai décidé d'aller voir présentement, au moment où la saison des travaux mécanisés s'achève, ce que cela a apporté de pratique, de changement important pour les agriculteurs de mon comté. Or, en dépit de cette grande publicité sur le fait de permettre à tout entrepreneur d'exécuter des travaux mécanisés, je découvre que 98% des travaux exécutés dans Montmagny-L'Islet ont été exécutés par les mêmes entrepreneurs qu'on avait dans le comté depuis plusieurs années. J'ai découvert, également, que cette politique en vertu de laquelle on portait de 40 heures à 60 heures...

M. Garon: On ne fait pas de patronage.

Mme le Vice-Président: M. le député de Montmagny-L'Islet, voulez-vous attendre une seconde? Je voudrais vous faire remarquer, M. le ministre, que vous aurez droit, en vertu de l'article 91, à 20 minutes pour votre intervention. Je vous demanderais de ne pas interrompre M. le député de Montmagny-L'Islet, à moins qu'il ne consente après que vous lui aurez demandé la permission.

M. le député.

M. Giasson: Merci, Mme le Président. Vous avez raison, Mme le Président, le ministre de l'Agriculture aura tout le loisir de nous apprendre ce que seront véritablement, dans les semaines et les mois à venir, les grandes politiques de l'agro-alimentaire, ce que nous ne connaissons pas encore au-delà des vœux pieux et des bonnes intentions qu'il a manifestés à quelques occasions.

J'étais à dire, Mme le Président, que cette modification au programme du nombre d'heures subventionnées par le ministère de l'Agriculture devait amener des changements importants. Or, dans Montmagny-L'Islet, m'étant rendu au bureau de l'agronome, je me suis fait donner les heures qui avaient été exécutées sur l'ensemble du territoire. J'ai comparé cela avec les heures des années précédentes. J'ai examiné le nombre d'heures moyen travaillées par ferme de mon comté. Si tant de cultivateurs ont fait travailler pour un nombre total d'heures donné, vous obtenez le nombre moyen d'heures travaillées sur chaque ferme. J'ai découvert Mme le Président, que la politique qui nous a fait passer de 40 à 60 heures n'a absolument rien changé dans les faits, pour autant que mon comté est concerné. Je serai très heureux d'avoir les chiffres pour l'ensemble de la province. Autrement dit, la moyenne d'heures qui étaient travaillées dans mon comté, qui se situait aux environs de 30 heures par année, demeure exactement la même, même si le ministre a fait largement état d'une possibilité de subventionner 20 heures de plus pour chacune des fermes du Québec.

Par contre, je dois vous dire, Mme le Président, que plusieurs cultivateurs de mon comté sont extrêmement déçus de cette décision du ministre d'avoir retiré le programme de l'option globale des travaux mécanisés de ferme. Le ministre avait décidé que 1977 ne verrait plus de travaux réalisés selon l'option globale. Suite à des pressions que nous avons faites, moi et d'autres collègues de l'Opposition, et suite à des demandes de députés du Parti québécois venant de régions agricoles — vous vous souvenez des débats lors de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture — le ministre a décidé de surseoir à sa décision d'éliminer cela dès 1977. Il a compris la voix des agriculteurs dans l'intervention du député de Saint-François, du député d'Arthabaska, du député de Kamouraska-Témiscouata et d'autres députés.

Il a compris qu'il était dans l'erreur lorsqu'il décidait d'amputer cette politique, dès sa première année, de responsabilité et d'administration. On a donné un sursis...

Mme le Vice-Président: M. le député, vous devrez conclure maintenant, votre temps est déjà écoulé.

M. Giasson: Laissez-moi quelques secondes.

M. Picotte: C'est tellement intéressant vous pourriez-vous donner un sursis au député de Montmagny-L'Islet.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé, veuillez ne pas gruger sur le temps de votre collègue.

A l'ordre, s'il vous plaît! Je suis debout, M. le député de Maskinongé. M. le ministre.

Le calme étant revenu, M. le député de Montmagny-L'Islet, veuillez conclure.

M. Giasson: Mme le Président, j'étais à dire que face aux pressions exercées par quelques députés de cette Assemblée, des députés qui représentent des comtés agricoles, des députés qui comprennent fondamentalement le cultivateur au Québec, surtout les députés du Parti québécois qui sont des agriculteurs — eux ont le pouls de la population agricole, eux connaissent la situation des producteurs agricoles chez nous — face à ces pressions et aux pressions de l'Opposition, le ministre a décidé de surseoir à sa décision relativement à l'option globale et de permettre que toutes les fermes qui étaient comprises dans ce programme aient au moins la possibilité de profiter des 150 heures prévues dans l'option globale pour l'année en cours.

Mais il nous a bien dit que c'était là la dernière année. Moi je dis au ministre qu'il va être obligé de réviser sa décision. Il y a trop de producteurs agricoles, dans plusieurs comtés du Québec, qui n'ont pas terminé l'aménagement de leur ferme en matière de travaux mécanisés, et souventfois les cultivateurs qui ont décidé d'utiliser cette option sont parmi les producteurs les plus avant-gardistes dans le développement de leur entreprise. Ce sont les cultivateurs les plus progressistes chez nous. Je dis au ministre qu'il devra revoir encore une fois sa décision puisque cela va à l'encontre d'un véritable développement des meilleures entreprises agricoles au Québec. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Johnson.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: Mme le Président, je voudrais sincèrement féliciter le député de Huntingdon d'avoir apporté devant cette Chambre une motion pareille: "Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement concentre immédiatement ses efforts sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique, une conservation plus moderne à nos produits agricoles."

Mme le Président, je fais les meilleures félicitations au député et je rentre immédiatement dans le sujet puisque l'heure est tellement brève, les minutes sont tellement courtes quand on a à parler d'agriculture particulièrement. On doit apporter le sens pratique, ce qu'a fait un parti au pouvoir, l'Union Nationale, qui a électrifié les fermes. Cela n'existait pas. La noirceur existait avant. L'Union Nationale a fait le drainage des terres, a commencé la grande politique des drainages, a fait le Crédit agricole provincial.

Mme le Président, je reprends leur programme, le sien, particulièrement qui croit être un as extraordinaire, un indépendantiste contre le fédéral. Tout ce que fait le fédéral dans le domaine de l'agriculture, il est contre. C'est ce qu'on appelle du fanatisme. Quand il s'agit d'agriculture, on doit mettre de côté son fanatisme, son esprit de parti et s'occuper de la patrie québécoise. Ils ont

fait un programme, il était témoin de ce programme, il a été nommé ministre. Qu'est-ce qu'il a réalisé de ce vaste programme agricole? Allons voir à la page 14. L'agriculture. Qu'est-ce qu'on y lit? Les principales recommandations de tout un groupe qui se penche avec beaucoup d'attention sur le grand problème agro-alimentaire.

Tel que le disait mon collègue de Huntingdon, qu'est-ce qu'ils ont réalisé et qu'est-ce qu'ils ont promis aux cultivateurs? De la foutaise! Rien de rien! Le ministre n'a rien fait sauf parader et dire: C'est le Canada qui m'empêche de réaliser mon programme, il existe un embargo et je ne peux pas développer toutes les politiques.

"En conséquence, un gouvernement du Parti québécois s'engage formellement, premièrement, à favoriser la restructuration des fermes en unités de regroupement". Un grand point d'interrogation. Qu'est-ce qu'il a fait? C'est le premier point de son programme et qu'est-ce qu'il a fait? Rien! Aujourd'hui, il va se défendre sur le gouvernement fédéral pour essayer de cacher sa négligence coupable vis-à-vis de la classe agricole.

"Deuxièmement, protéger tous les cultivateurs québécois contre l'importation abusive des denrées concurrentielles en intégrant des canaux de distribution appartenant à des étrangers". Voyez-vous cet homme, qui se gonfle de quelques petites subventions qu'il a pu obtenir, de quelques petites politiques pour empêcher le patronage, comme il va le dire tout à l'heure? Qu'a-t-il fait, lui, pour protéger les producteurs québécois contre l'importation abusive des denrées concurrentielles?

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Si vous en aviez fait autant que ça, vous seriez encore là!

M. Bellemare: "Troisièmement, établir une politique autosuffisante dans le domaine où le Québec profite des avantages comparatifs."

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): C'est choquant! C'est dur, ça! On entendait ça dans les années...

M. Bellemare: Qu'est-ce qu'il a fait de ces trois points? "Quatrièmement, créer une commission québécoise de grains de provende". Qu'est-ce qu'il a fait? Lui et son gouvernement, qu'ont-ils fait? Lui, plus particulièrement, qui était un as reconnu en agriculture, qu'est-ce qu'il a démontré depuis qu'il est là?

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Si vous en aviez fait autant que ça, vous seriez encore là!

M. Bellemare: Qu'a-t-il fait de son programme qui devait révolutionner l'agriculture? Rien, sauf l'autosuffisance qu'il a promue partout dans la province.

"Cinquièmement, investir avec les coopératives agricoles et les associations de producteurs les montants nécessaires à l'établissement d'un

réseau d'entrepôts frigorifiques et d'usines de transformation." Où sont-elles? Répondez donc! C'est le temps, vous êtes devant moi. Dites-nous donc ce que vous avez fait des installations pour regrouper les cultivateurs dans les coopératives d'utilisation frigorifique! Où sont-elles, sauf ce que l'intérêt privé a fait? Pas vous, mais l'intérêt privé a fait quelque chose.

"Sixièmement, poursuivre et améliorer les programmes actuels de soutien des prix agricoles en permettant que dans tout secteur de production agricole l'Union des producteurs agricoles soit mandatée." L'a-t-il mandatée? Non! Les a-t-il rencontrés? Oui, en catimini! Leur a-t-il vraiment donné la réponse qu'il avait promise dans le programme du "P. Quiou"? Jamais! Il sait éviter ces rencontres formelles.

Continuons. "Septièmement, augmenter le rendement des fermes de culture sans sol, bâtir des serres en facilitant les investissements agricoles et, à cette fin, réorganiser le crédit agricole par l'augmentation du plafond des prêts jusqu'à 90% de la valeur de l'entreprise". Quelle risée aujourd'hui pour un ministre comme lui! Quel ministre, quel homme pourrait dire aujourd'hui qu'il a véritablement changé le crédit agricole pour le bénéfice de ceux qui en ont besoin? Combien de cultivateurs revendiquent dans nos comtés toutes les semaines? Combien y a-t-il de refus, souvent? On est obligé d'intercéder, d'intervenir pour demander qu'on reconsidère la décision. C'est fantastique dans la province! C'est un marasme extraordinaire.

Je vis dans un comté agricole où la grande majorité de nos gens sont des agriculteurs. Que pensent-ils, eux, du "P. Quiou?"

Qu'ils viennent donc dans le comté refaire leurs fallacieuses allusions vis-à-vis du fédéral, vous allez voir comment ils vont être reçus. L'augmentation du plafond des prêts jusqu'à 90% des valeurs, c'était dans le programme. Qu'est-ce qu'ils ont fait? Rien pour les cultivateurs, absolument rien, sauf de se vanter et d'attribuer tous les torts au gouvernement fédéral. Ils avaient dit, Mme le Président: Dont 50% de la valeur du prêt consenti à 2,5% d'intérêt et 50% au taux courant.

b) Des taux préférentiels d'intérêt selon les secteurs, quand on parle de crédit agricole, et des amendements aux règles relatives au nantissement pour qu'il ne porte que sur les objets pour lesquels un prêt a été consenti.

Huitièmement. Mme le Président, vous avez aussi des cultivateurs chez vous. Vous avez, comme la plupart des députés qui sont des députés semi-ruraux ou urbains, des cultivateurs qui crient après la province, qui crient après leur gouvernement pour qu'on leur laisse la vie sauve. Est-ce qu'il y a dans la province de Québec un groupe d'hommes qui travaillent plus fort que les cultivateurs? Est-ce qu'il y a dans la province de Québec un seul homme moins payé pour les heures faites? On dit qu'il gagne \$0.10 à peu près l'heure, parce que le nombre d'heures que fait un cultivateur sur nos terres, cela devrait être rémunéré à sa juste valeur, avec un prix raisonnable.

On établit un salaire minimum pour un homme qui travaille huit heures, mais qu'est-ce qu'on fait pour le cultivateur? Rien, sinon des torchons de promesses qu'on promène partout avec le "P. Quiou" et on dit: Voici, messieurs les cultivateurs ce qu'on va vous donner.

Qu'est-ce qu'ils vous ont donné? Est-ce qu'ils ont augmenté le revenu, est-ce qu'ils ont augmenté le salaire d'un cultivateur qui gagne à peu près \$0.10 l'heure? Non, de la grande béatitude, surtout celle dans laquelle ils se contemplent, disant que cela dépend du gouvernement fédéral. C'est le fédéral qui m'empêche de vous servir, c'est le gouvernement fédéral qui est dans mes jambes. On va l'ôter le gouvernement. Bien vous ne l'ôterez pas, mais la population va vous ôter comme ministre au Conseil exécutif.

M. Levesque (Kamouraska-Témiscouata):

Une question de règlement...

M. Bellemare: Etablir dans le cadre des plans, avec la participation de représentants des producteurs agricoles et autres, un programme global portant sur les priorités de développement sectoriel. Qu'est-ce qui a été fait...

M. Levesque (Kamouraska-Témiscouata):

Une question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Une question de règlement, M. le député de Kamouraska-Témiscouata.

M. Levesque (Kamouraska-Témiscouata): Je voudrais que vous teniez le temps du député de Johnson, à savoir s'il a droit à dix minutes, ou s'il parle au nom du parti de l'Union Nationale, a vingt minutes. Son discours est très intéressant, mais c'est un discours de 1940.

M. Bellemare: Mme le Président...

M. Garon: Il rit des cultivateurs, \$4 par semaine!

M. Bellemare: ... je ne contesterai pas l'argument du pauvre député, il ne sait pas, je n'ai pas droit à vingt minutes en vertu de l'article 91, j'ai droit à dix minutes, mais laissez-les moi mes dix minutes. Une chose certaine c'est que...

M. Levesque (Kamouraska-Témiscouata):

Cela fait longtemps que j'ai entendu cela.

Une Voix: C'est un vieux discours sur...

Une Voix: C'est fini.

M. Bellemare: ... ces gens qui se sont proménés dans nos comtés...

Mme le Vice-Président: M. le député, justement, je profiterai de cette coupure dans votre discours pour vous dire qu'il vous reste environ une minute. Veuillez conclure.

M. Bellemare: Ecoutez, Madame, j'ai commencé à 5 h 7, je dois aller à 5 h 17. Il me reste trois minutes. Je ne voudrais pas vous contredire.

Je comprends, Madame...

Mme le Vice-Président: M. le député de John-son, il me fait énormément plaisir de vous dire que ce n'est pas à 5 h 7 que vous avez commencé, mais à 5 h 8 et qu'il est déjà 5 h 17, donc il vous reste une minute.

M. Bellemare: Mme le Président, je comprends que ce n'est pas tout à fait la vérité vraie, mais j'aime tellement parler de l'agriculture, surtout devant le ministre incompetent qu'on a là, un homme qui est ridiculisé dans la province, un homme qui passe pour un gros bouffon, un homme, Mme le Président que tout le monde appelle le "smiling Minister", le ministre qui sourit, qui rit du monde, qui rit des cultivateurs, qui s'en moque comme de l'an quarante. Je n'ai pas besoin de vous dire, Mme le Président, que j'ai le plaisir aujourd'hui de lui rendre la véritable volée qu'il mérite, parce que les cultivateurs chez nous sont en maudit. C'est un terme que je m'excuse de prononcer, mais ils sont dans des situations impossibles, parce que l'agriculture chez nous, avec le programme qu'ils avaient inventé, surtout qu'ils avaient toutes les solutions dans leur programme... Qu'est-ce qu'il va faire le ministre, sauf de venir devant nous dire et répéter: Ecoutez, c'est encore la faute du fédéral qui est dans mes jambes, j'aurais bien réalisé cela. Mais ce n'est pas cela, c'est de nous dire ce qu'il a fait de son programme.

Rien de rien! Mme le Président, je vous remercie de m'avoir enduré et, particulièrement, je demande à votre seigneurie, pardon à la présidence de bien vouloir m'excuser s'il y a eu des éclats de voix. C'est que je n'ai pas besoin de vous dire que je vis depuis des années près de la classe agricole à travers...

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata): Cela ne poigne plus.

M. Bellemare:... tous les conflits qu'elle a traversés. Je suis sûr que les gens de mon comté auront compris l'appel que je leur fais aujourd'hui. Ce que j'ai dit en Chambre sera publié dans nos journaux locaux à grandes pages. Ils vont comprendre pourquoi je suis contre la décision et surtout l'oeuvre néfaste du ministre de l'Agriculture.

Mme le Vice-Président: M. le ministre, pour bien vérifier, nous avons parlé de 20 minutes, de 10 minutes, je vous demande si vous parlez au nom du gouvernement.

M. Garon: Au nom du gouvernement.

Mme le Vice-Président: Vous avez donc droit à 20 minutes, M. le ministre.

M. Jean Garon

M. Garon: Mme le Président, j'ai appris, en entendant parler le leader de l'Union Nationale, que l'Union Nationale était contre les importations de fromage. Je dis et je répète que le Parti québécois est pour le contrôle des importations de fromage, comme les cultivateurs du Québec sont pour le contrôle des importations de fromage. L'Union Nationale vient de faire son lit devant la population en riant des déclarations du ministre de l'Agriculture qui dit qu'il faut contrôler les importations de fromage. Elle a dit qu'il n'y avait pas de problèmes là-dedans.

J'ai réclamé du fédéral et je continuerai à réclamer le contrôle des importations de fromage. C'est clair? Le Québec est celui qui consomme le moins de lait dans le Canada; il y a des surplus de lait. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? Il a commencé la distribution de lait dans les écoles. Cela faisait 100 ans que ces vieux maudits partis-là promettaient la distribution de lait dans les écoles, mais il ne l'avaient pas fait. Tout ce qu'ils avaient fait, c'étaient des rapports.

En septembre dernier, pas dans quelques écoles, mais dans de nombreuses écoles, dans 450 écoles du Québec, à 125 000 enfants, on distribue du lait. En décembre, dans quelques jours, on va ajouter 70 000 enfants et 250 écoles. On sera rendu à 700 écoles dans la province de Québec, Mme le Président, avec près de 200 000 enfants qui recevront un verre de lait par jour. Même votre député de l'Union Nationale l'a dit: Un des problèmes c'était qu'on consommait moins de lait dans le Québec que dans les dix provinces du Canada.

Les fromages fins, il faut les développer; il faut développer des entreprises. Le ministre de l'Agriculture vient d'annoncer, en fin de semaine dernière, qu'une entreprise de poudre de lait, qui a des surplus, va être transformée en fromagerie grâce à un investissement de \$1,5 million à Amqui. Cela ne tombe pas tous les jours \$1,5 million à Amqui. Là-dessus, le gouvernement du Québec fournira \$400 000.

J'annoncerai prochainement aussi une autre industrie dans le comté de Portneuf, que SOQUIA a développée.

M. Pagé: C'est normal. C'est nous qui avons fondé SOQUIA.

M. Garon: Dans quelques jours, j'annoncerai également deux autres fromageries qu'on a développées. Il va y avoir des pleurs. Vous avez fait la gomme grosse. Cette gomme va vous étouffer.

M. Bellemare: Ce sont vos promesses qu'il faudrait relire de temps en temps.

M. Charbonneau: On vous a laissé parler. Taisez-vous donc!

M. Chevrete: On vous a laissé faire le bouffon pendant 20 minutes.

M. Garon: Il me fait perdre mon temps. Inciter certaines régions...

Mme le Vice-Président: M. le ministre, un moment s'il vous plaît! Voulez-vous me permettre de faire une intervention? M. le ministre permettez-moi de faire une courte intervention. Je voulais simplement faire remarquer à cette Assemblée... M. le député de Johnson... Je voulais simplement faire remarquer à cette Assemblée que, quand j'ai rappelé à M. le ministre qu'il devait ne pas intervenir au cours des interventions — enfin, vous me pardonnerez ce pléonasse — des autres collègues, il s'en est tenu à la consigne. Je vous demanderais aussi de respecter son droit de parole.

M. le ministre.

M. Garon: SOQUIA a participé, est en train de participer à des entreprises de fromagerie. Le député d'Huntingdon disait d'inciter certaines régions à se diriger vers d'autres cultures ou d'autres élevages afin de laisser aux autres régions productrices de lait l'occasion de grossir leurs exploitations laitières. Qu'est-ce qu'il allait faire d'abord pour réaliser cela? Il fallait d'abord faire de l'entrepasage pour les céréales, ce qu'aucun gouvernement n'avait fait auparavant. C'était beau de convaincre de faire des céréales, mais à quelle place auraient-ils mis leurs céréales quand il n'y avait aucune capacité d'entrepasage au Québec? Le premier ministre a annoncé, le 21 octobre, un programme de \$120 millions sur cinq ans, justement pour bâtir des places d'entrepasage de céréales, pour le séchage, le criblage, la classification. Il y aura un programme pour des centres régionaux, trois programmes pour l'entrepasage à la ferme. C'est cela le début des zonages de production, parce qu'il fallait commencer par le commencement. Il ne faut pas amener les gens à faire des goulots d'étranglement vers lesquels ces partis d'Opposition ont amené systématiquement les cultivateurs au cours des dernières années. Nous allons changer cette politique de "pat-chage" pour une politique rationnelle basée sur le bon sens.

Lorsque vous irez vous promener dans un an ou deux ans, vous ne reconnaîtrez plus la campagne québécoise parce que les silos vont pousser comme des champignons. \$120 millions de silos, cela fait du silo.

M. Bellemare: Vous allez vous promener avec des verres fumés.

M. Garon: En plus, parce qu'on ne fait pas des silos...

M. Pagé: Ils ne seront plus là, ils vont tous avoir crevé de faim.

M. Garon: ... sans avoir un certain contrôle pendant les années, les cultivateurs se sont plaints avec raison. On se faisait organiser au point de vue des grains. Il fallait une régie des grains de

provenance au Québec. Personne n'en a jamais fait. On en parlait. Ils disaient que ce ne sont pas les réalisations qui comptent, c'est l'image. La différence du ministre actuel, c'est qu'il se préoccupe plus des réalisations que de l'image, mais l'image va venir par surcroît. Depuis le début de novembre, il y a un comité qui regroupe tous les gens intéressés par le grain pour indiquer quel devrait être le contenu des pouvoirs de cet office des grains de provenance qui va être réalisé tel qu'inscrit au programme du Parti québécois.

Autres programmes nécessaires pour régionaliser les productions, cela prend des programmes régionaux. Nous avons fait, depuis un an, huit programmes régionaux.

M. Bellemare: Nommez-les.

M. Garon: Oui, je vais les nommer. Il y a celui de la Madeleine. Un programme qui était déjà annoncé. La deuxième année, \$1,5 million. Vous avez eu Côte-Nord, annoncé aussi; c'était un programme de cinq ans de \$638 000. Au début de septembre, un autre programme pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean de \$6 millions sur cinq ans. Outaouais, même affaire. C'est un programme de \$1 240 000 million sur quatre ans. Basque Neigette, \$6 679 000 dans le Bas-du-Fleuve tellement négligé par les gouvernements antérieurs.

M. Bellemare: Cela fait deux fois que vous le dites, dans le Bas-du-Fleuve.

M. Garon: Une autre année, \$100 000 d'aide technique pour développer le JAL.

M. Bellemare: Des pinottes.

M. Garon: Abitibi, trois centres de viande pour \$440 000. Charlevoix, \$1 million.

M. Chevrete: Mme le Président, voulez-vous les arrêter.

M. Bellemare: C'est effrayant.

M. Picotte: Qu'est-ce qui vous a donné cela?

M. Garon: Cela veut dire que, dans un an, nous avons annoncé huit programmes régionaux qui vont alors dépenser \$18 millions dans les différentes régions pour des programmes qui ont été pensés non pas d'une façon dictatoriale à Québec, comme dans le passé, mais dans les régions, par les agriculteurs eux-mêmes, avec les gens du ministère de l'Agriculture. Cela, c'est nouveau.

Le programme des travaux mécanisés...

M. Bellemare: Vous l'avez nommé deux fois.

M. Garon: Vous pouvez en rire des travaux mécanisés, mais allez les voir. Des gens de mon cabinet sont allés les voir cette semaine, à leur congrès, comme j'irai les voir au printemps. Vous allez voir des gens heureux parce qu'ils pensaient qu'ils crèveraient de faim.

M. Grenier:...

M. Bellemare: ...

M. Russell: ...

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Bellemare: A Drummondville hier vous...

M. Garon: Le programme des travaux mécanisés...

M. Bellemare: A Drummondville, vous vous êtes fait huer et charrier.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député. Je me priverai, cette fois-ci, de nommer les députés qui ont interrompu M. le ministre, et j'espère que je n'aurai pas à le faire. M. le ministre.

M. Garon: Donc, un dernier programme régional que j'oubliais, et, s'il est en discussion, il devrait être annoncé dans quelques semaines, l'Abitibi-Témiscamingue; cela veut dire que toutes les régions périphériques du Québec auront un programme adapté à leurs besoins. En plus, je leur ai dit: Sur un programme de cinq ans, cela ne veut pas dire qu'on ne touche à rien d'ici à cinq ans. Dans un an, on va se revoir, on va réévaluer cela et, s'il faut en rajouter, on en ajoutera pour développer chacune de vos régions, parce qu'on ne fera plus comme auparavant, vous laisser crever, autour du Québec.

Dans les travaux mécanisés, on a créé la liberté de choix du cultivateur. Je vais distribuer, aux commissions parlementaires, les renseignements que vous m'aviez demandés sur les quinze dernières années: les heures, et vous allez pouvoir voir comment cela a changé, avec les changements de régime, voir ce que le programme a changé, le programme de patronage!

M. Grenier: Ils n'en veulent pas de vos PQ, dans mon comté, pour faire de l'agriculture; ils ont gardé les anciens parce qu'ils ne connaissent pas cela, les vôtres cette année, vous n'avez qu'à vérifier!

Mme le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton, à l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

M. Garon: Quant à l'adoption globale dont on a parlé le député de Montmagny-L'Islet, il a eu la réponse par un sous-ministre lui-même, le Dr Camille Julien, en commission parlementaire, qui lui a dit que c'était un programme qui se terminait cette année, et c'est le ministre qui a demandé de reconstruire une année pour les gens qui n'avaient pas été avertis. Alors, cela s'appliquera aux gens qui n'avaient pas été avertis qu'ils avaient fait un programme de cinq ans; ils avaient embarqué là-

dedans, les gens ne savaient pas que cela arrêterait, alors qu'on devait arrêter le programme. Le drainage de terrain et le retard de l'Union Nationale.

L'Union Nationale, dans 20 ans, a posé 30 millions de pieds de drain dans le Québec; le Parti québécois, le "P. Quiou", en a posé, jusqu'à maintenant, cette année, près de 70 millions de pieds.

M. Grenier:... budget.

M. Garon: Deux fois et demie!

M. Grenier: Tâchez donc d'être raisonnable et regardez donc les valeurs des budgets.

M. Garon: C'est tout ce que l'Union Nationale a posé, dans 20 ans, un parti de passé dépassé!

M. Grenier: Pensez au budget de la province qui était de \$50 millions!

M. Goulet: Le budget de la province, il y a 20 ans, et celui d'aujourd'hui...

M. Garon: Je vais vous dire comment vous l'avez fait descendre, le budget de la province! Assurance-récolte facultative, également! Et j'arrive tout de suite au budget. Sur le drainage sous-terrain, j'en dis un mot de plus. Actuellement, on atteint nos objectifs; on est près de les atteindre puisqu'au 14 novembre nous avons 68,5 millions de pieds de posés au Québec. L'objectif était de 80 millions de pieds. Si nous réalisons ces 80 millions — nous sommes près de les atteindre — nous aurons fait autant de drainage, en 1977, que les libéraux et l'Union Nationale, ensemble, en ont fait, de 1908 à 1972, pendant 64 ans.

M. Grenier: Vous comparez des carottes avec des automobiles!

M. Garon: Il est temps que les députés de l'Opposition allument leurs lumières, parce que nous aurons fait autant de drainage, dans un an, qu'eux, dans 64 ans.

Quant au budget, quand l'Union Nationale a pris le pouvoir en 1948, je n'ai pas remonté plus loin que cela, le budget de l'Agriculture était de 16,5% du budget total.

M. Grenier: \$50 millions de budget dans le temps pour la province.

M. Garon: En 1960, cela avait baissé à 8,9%. Les libéraux sont élus en 1960. En 1966, ils vous l'ont baissé à 5,5%.

M. Picotte: Un vieux cliché.

M. Garon: Et, en 1966, l'Union Nationale a repris le pouvoir, et ils vous le rabaissent à 2,2%; les libéraux prennent le pouvoir, en 1970, et vous le ramènent à 2,1%.

Une Voix: C'est épouvantable!

M. Garon: Qui a baissé le budget? Les vieux partis.

M. Cordeau: Et cette année, combien?

M. Garon: Les vieux partis ont baissé le budget et, cette année, nous l'avons augmenté de \$34 millions. Cela veut dire le sixième de ce qu'il était, seulement en augmentation. Le développement agro-alimentaire...

M. Bellemare: Dans le budget supplémentaire, il y a \$34 millions de moins.

Mme le Vice-Président: A l'ordre! Je demanderais aux intervenants, dans cette Chambre, s'il vous plaît, je vous demanderais.. Vous avez eu l'occasion de vous lever pour demander le droit de parole, je vous demanderais de respecter celui de l'intervenant actuel.

M. le ministre.

M. Garon: Je vais vous dire, dans le développement agro-alimentaire, que la plus grosse augmentation dans les investissements de toute l'histoire du Québec, c'est en 1977: 46,7% d'augmentation dans les investissements dans le secteur des aliments et boissons dans l'agro-alimentaire, en 1977 selon les chiffres, pour la moitié de l'année.

M. Bellemare: C'était préparé d'avance.

M. Garon: C'est le plus gros pourcentage d'augmentation de toute l'histoire du Québec aussi loin qu'on peut remonter dans les chiffres. Les chiffres de 1976 étaient de \$86 millions. Depuis des années que cela "taponnait" aux alentours de \$70 millions, \$80 millions. Cela "taponnait". Mais en 1977, cela s'est rendu, d'après les prévisions et ce qui a été fait jusqu'à maintenant, à \$126,5 millions. D'une claque, \$40 millions d'augmentation. On n'a jamais vu cela dans toute l'histoire du Québec.

La rationalisation du service des viandes, du secteur des viandes. Nous avons fait d'abord la loi 43, dont le règlement sera adopté d'ici peu de temps. Il est à peu près fait parce qu'on a fini les consultations. Il va être prêt à être adopté d'ici une couple de semaines.

M. Grenier: ... du règlement.

M. Garon: Après toutes ces consultations, et même après avoir applaudi le sous-ministre quand il est sorti après la réunion, neuf entreprises, c'est un secteur, où on a "magané" des abattoirs, qui qui les a préservées? Le Parti québécois. Neuf entreprises ont été rationalisées au point de vue des viandes. Partout, à Montréal, à Trois-Rivières, à Saint-Félix-de-Valois, à Saint-Roch-des-Aulnaies, à Charette dans le comté de Saint-Maurice, à Chicoutimi, à Saint-Alexandre-de-Kamouraska, partout dans la province il y a eu des entreprises qui ont été améliorées. Dans le domaine des pommes

de terre, nous avons fait... des revenus et nous avons aidé en plus à garantir le revenu aux cultivateurs, où il y avait les plus grandes fluctuations. Nous avons aidé des entreprises comme Saint-Ubalde-de-Portneuf, Notre-Dame-de-la-Paix, dans le comté de Papineau, dans le comté de Dubuc, le comté de Kamouraska, neuf entreprises, encore là, ont été aidées pour que les patates soient lavées, soient classifiées en catégories de grelots et de pommes de terre grosses pour la patate frite et ensachées pour qu'on ait un produit de première qualité. On n'a pas eu besoin d'études parce qu'on le savait avant ce qu'était le problème dans ce domaine.

Nous avons également signé le plan national sur le poulet. On attend Ottawa pour l'adopter.

Dans le domaine des pommes, et cela prend un aveugle pour ne pas voir, nous sommes en train de rationaliser le secteur industriel en entier de la pomme au Québec. C'est dans le comté même du député de Huntingdon. Ce qui montre à quel point il ne sort pas.

SOQUIA a commencé à vivre puisque SOQUIA est implantée maintenant dans les produits de luzerne; les salaisons Olympia pour les salaisons; Dutribec pour les approvisionnements; CDMB qui a été transféré. Actuellement, il y a plusieurs projets parce que là, elle est en position d'agir plus rapidement.

Nous avons également fait de la publicité pour le produit québécois, près de \$600 000; en même temps nous l'avons fait avec les producteurs eux-mêmes.

M. Bellemare: A quoi on veut en venir?

M. Garon: J'ai rencontré également et je termine..

Mme le Vice-Président: M. le ministre, vous allez devoir conclure.

M. Garon: Oui.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: J'ai même rencontré les attachés commerciaux du Québec à l'étranger à deux reprises, et il y a des groupes qui ont commencé à aller dans les pays étrangers pour vendre des produits québécois.

Ils sont allés au Japon d'où ils arrivent avec des commandes de "containers" pleins de produits québécois.

M. Bellemare: Il faudrait vérifier cela.

M. Garon: C'est cela, les résultats. Aujourd'hui, je n'ai pas le temps, je l'ai déjà dit, de faire un discours sur l'agriculture avec les réalisations du gouvernement actuel; cela prendrait deux heures au moins. Je peux dire qu'au printemps prochain nous aurons le sommet agro-alimentaire où nous mettrons ensemble les producteurs, l'in-

dustrie de la transformation et la distribution. Cela est un changement complet dans la conception du ministère de l'Agriculture qui, dans le passé, a été orienté uniquement vers le secteur de la production sans jamais s'occuper si les cultivateurs vendraient leurs produits. C'est cela, le grand changement. C'est un changement important et la volonté d'aller dans le développement agro-alimentaire sera manifestée avant peu de temps dans les structures mêmes du ministère. Je ne veux pas continuer plus longtemps.

M. Picotte: Cela fait, c'est assez. Arrêtez, c'est assez. Vous êtes en train de couler votre parti, c'est assez.

Une Voix: Consentement unanime.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Maskinongé, à l'ordre! ... A l'ordre... M. le ministre, il semble que vous n'ayez pas le consentement pour continuer votre intervention. Comme je vous l'ai demandé, concluez.

M. Garon: Je conclus et je vais vous dire que les mouches du coche n'énervent pas le ministre de l'Agriculture, parce que ceux qui frappent le plus fort actuellement, ce sont ceux qui n'ont jamais rien fait pour l'agriculture et ceux qui savent que c'est le ministre de l'Agriculture qui va les faire battre dans leur comté aux prochaines élections.

Des Voix: Bravo! Bravo!

M. Picotte: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député, à l'ordre, s'il vous plaît! ... A l'ordre!... M. le ministre de la Justice, M. le ministre de la Justice, à l'ordre, s'il vous plaît! Messieurs, messieurs! M. le député, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Maskinongé, je vois que vous voulez demander la parole, mais, compte tenu du fait que nous devons prendre deux votes avant 18 heures ce soir, que nous devons permettre la réplique au parrain de la motion, c'est M. le député de Huntingdon qui doit prendre la parole maintenant. Vous avez dix minutes pour votre réplique, M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: Merci, Mme le Président.

M. Lamontagne: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Sur une question de règlement.

M. Lamontagne: Le vote peut se prendre avant 18 heures. Il y a une réplique de 10 minutes, ce qui ferait 17 h 55. Il y a au moins une couple de minutes disponibles pour lui.

Mme le Vice-Président: Le règlement dit...

M. Lamontagne: Ecoutez, il y a de l'extravagance de l'autre côté.

Mme le Vice-Président: ... M. le whip de l'Opposition officielle, que le vote doit être pris avant 18 heures.

M. Picotte: Mme le Président, je vous demande une directive.

Mme le Vice-Président: Voulez-vous relire votre règlement, s'il vous plaît? Le vote doit être pris avant 18 heures. On peut toujours le faire plus tard à condition que nous ayons le consentement unanime de cette Assemblée.

Des Voix: Non, non!!

M. Picotte: Mme le Président, je vous demande une directive.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Etant donné que c'est particulièrement important vu qu'on discute d'agriculture en cette Chambre, étant donné que tous les participants, ici présents, ont l'air d'être d'accord pour qu'on discute d'agriculture, je demande le consentement unanime de cette Chambre pour dépasser 18 heures afin de nous permettre de discuter d'agriculture, si tel est le bon vouloir de tous les participants.

Des Voix: D'accord! D'accord!

Mme le Vice-Président: Je dois vérifier et demander à cette Assemblée s'il y a consentement unanime pour que nous enfreignions le règlement — j'ai bien dit s'il y a consentement — afin de dépasser l'heure d'ajournement normal de 18 heures.

Des Voix: Oui.

Des Voix: Non.

M. Grégoire: Mme le Président, est-ce que cela veut dire qu'on demande de dépasser de quelques minutes 18 heures pour permettre au ministre de terminer? Dans ces conditions, je crois qu'on peut laisser le ministre terminer en lui donnant quelques minutes.

Mme le Vice-Président: A l'ordre! Trêve d'interventions, mesdames et messieurs. Nous respectons le règlement. J'ai déjà donné la parole à M. le député de Huntingdon. Vous avez dix minutes, M. le député.

M. Picotte: Question de privilège, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Je m'excuse, Mme le Président, mais je vous avais souligné, au début de l'après-midi, que je désirais intervenir en cette Chambre sur la motion.

Mme le Vice-Président: J'ai déjà pris une décision. Je ne vois aucune question de privilège dans votre intervention et je dois faire une mise au point. Vous êtes venu me dire, à quelques minutes de la fin de l'intervention de M. le ministre, que vous aviez l'intention d'intervenir. Je n'accepte pas votre question de privilège.

M. le député de Huntingdon.

M. Picotte: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député, à l'ordre, s'il vous plaît! Je dois vous rappeler à l'ordre.

M. Picotte: ... question de privilège.

Mme le Vice-Président: D'ailleurs, M. le député, vous vérifierez dans le journal des Débats; cet après-midi, j'ai même demandé à cette Assemblée si c'était le moment de prendre immédiatement le vote, parce qu'il n'y avait pas d'intervenant qui se levait. Vous auriez pu le faire à ce moment-là.

M. le député de Huntingdon.

M. Claude Dubois

M. Dubois: Merci, Mme le Président. Je viens d'entendre une grande envolée de notre ministre de l'Agriculture. Une fois de plus, il a perdu le nord, je pense. Il a le culot de prétendre, à part cela, avoir révolutionné l'agriculture! C'est une farce monumentale, à mon avis! Je trouve très étonnant, de la part des opinants du côté du gouvernement et particulièrement du ministre, de ne pas avoir reconnu tout le sérieux, tout le réalisme et toute la pertinence de la motion que j'ai présentée le 2 novembre et aussi de mon intervention.

Mme le Président, j'en conclus donc, une fois de plus, que ces gens-là ne sont pas sérieux. Ce sont même des rêveurs. Mme le Président, jamais je n'ai vu un gouvernement aussi prétentieux et aussi rempli de lui-même. Une telle attitude, Mme le Président, serait réellement désastreuse et sérieusement inquiétante pour les agriculteurs québécois. Quand ces gens-là prétendent avoir fait quelque chose de vraiment positif pour améliorer le sort de l'économie agricole du Québec, Mme le Président, je leur dis qu'ils font de la pure démagogie, puis le ministre est habitué à en faire.

Rien, absolument rien n'a changé. Le ministre se gargarise avec les quelques petites mesures simplistes, de ridicules miettes, du rapiéçage. Sur-tout que toutes ces petites choses étaient déjà amorcées ou sur les tablettes au moment de l'élection. Mme le Président, le ministre n'a rien, absolument rien inventé de neuf.

M. Garon: Toutes les entreprises qui faisaient faillite dans la pomme chez vous.

M. Dubois: Mme le Président, le premier ministre, avec les dons exceptionnels qu'il possède à prendre les agriculteurs aux tripes, a joué sur les sentiments de la population. Je le cite, il s'écriait devant les caméras durant la campagne électorale: "Nous ferons de l'agriculture une priorité nationale". Mme le Président, connaissant les talents oratoires du premier ministre, presque les larmes aux yeux, tenir un tel propos, je m'interroge sérieusement aujourd'hui. Un an après, on peut dire que c'était rire systématiquement des agriculteurs. On a le résultat aujourd'hui.

Mme le Président, le ministre de l'Agriculture s'est maintes fois vanté de présenter le plus gros budget en agriculture, mais c'est faux. Suite au nouveau budget supplémentaire du ministre des Finances, l'agriculture vient de perdre \$14 millions. Comme résultat, le budget net 1977/78, si l'on en soustrait l'inflation dans les coûts administratifs, on s'aperçoit que dans l'ensemble, après calcul, l'agriculteur ne reçoit rien de plus que l'an passé. C'est aussi simple que cela.

Mme le Président, le ministre de l'Agriculture fait certainement le poids en kilos au sein du Conseil des ministres, mais certes pas en force de persuasion. Je me demande aussi s'il ne dormirait pas de temps à autre lors de ces rencontres. J'aurais souhaité que le ministre nous parle de l'accueil qu'il a reçu il y a quelques jours à Mont-Joli alors qu'il présentait aux agriculteurs militants québécois de cette région son programme de relance agricole. Mme le Président, j'aimerais faire état de commentaires qui ont paru dans deux journaux, un dans le Devoir en date du 8 novembre. M. Robert Migner l'auteur de l'article, est professeur d'histoire rurale au département d'histoire de l'Université de Montréal. On dit: Qu'attend le gouvernement Lévesque pour intervenir sérieusement en agriculture? On accuse vertement le gouvernement de ne pas avoir donné suite aux belles promesses formulées durant la campagne électorale, et c'est un des vôtres en plus qui signe cela.

Au sujet d'un député ici, dans l'Avant-poste gaspésien, un très gros titre, M. le ministre: Un député dans l'embarras. Je suis gêné d'être ici, a très simplement avoué le député de Matapédia à l'Assemblée nationale, alors que le ministre de l'Agriculture et le gouvernement du Québec n'ont encore rien fait pour vous aider... C'est aux maraîchers de la Coopérative populaire de la Mitis que le député s'adressait à ce moment-là.

On voit un peu plus loin que le ministère fédéral a consenti des investissements de \$400 000 et des subventions à cette même coopérative alors que le Québec n'a rien fait jusqu'à aujourd'hui, absolument rien.

Mme le Président, les agriculteurs ne veulent même plus voir leur ministre. Ils en ont soupé. Ils ont vite décelé son incompétence, son insouciance et son ignorance en matière agricole. C'est aussi simple que cela.

M. Charbonneau: Qu'est-ce que vous connaissez en agriculture?

M. Dubois: Mme le Président, est-ce que vous avez déjà rencontré, dans votre comté, qui est un comté agricole, seulement un agriculteur satisfait et heureux de son ministre? Est-ce que vous en avez rencontré un?

Une Voix: Oui.

M. Dubois: Dans mon comté, jamais. Je ne peux pas en voir parce que jamais personne n'a considéré le ministre de l'agriculture comme un homme valable. Forcément puisque jusqu'à maintenant on a tout simplement présenté quelques mesures de crève-la-faim à des producteurs déjà irrités et dégoûtés.

Mme le Président, je dois souligner que je n'ai pas prisé le geste mesquin du député de Joliette-Montcalm, lequel a démolé ma motion. Il l'a transformée d'une façon inacceptable, ce qui nous force à voter, automatiquement, contre l'amendement. Dans toute son arrogance le député a dit tendre une perche à l'Opposition. Quelle finesse, Mme le Président. Je n'ai jamais vu de petits politiciens charrier aussi grossièrement.

J'ai souligné une foule d'actions possibles et réalisables, mais comme toujours les gens d'en face se croient en possession de la vérité. Je le répète, ils sont prétentieux au suprême degré. J'ai fait des suggestions positives et je vais continuer à en faire. Est-ce que je peux avoir un peu de paix, Mme le Président, ici?

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Voulez-vous, s'il vous plaît, baisser le ton, ceux qui ont à intervenir entre eux? Je vous demanderais que nous puissions au moins entendre l'intervenant sans les murmures que nous entendons actuellement. M. le député de Huntingdon. Vous allez devoir conclure, M. le député.

M. Dubois: Merci, Mme le Président, je conclus. Des suggestions positives, j'en fais et je vais continuer à en faire. D'ailleurs, je me réjouis que le ministre consulte mes interventions pour répondre à des questions et se serve de certaines de mes suggestions dans ses discours ici et là au Québec.

Mme le Président, je vais continuer à harceler ce gouvernement afin qu'un jour l'on puisse obtenir une reconnaissance réelle et un respect absolu de toute la classe agricole du Québec, laquelle nous apporte une énorme économie. L'agriculture et l'agro-alimentaire, c'est fondamental et il est impératif que ce gouvernement le réalise.

Mme le Président, une fois de plus, le ministre nous a servi sa bouillabaisse indigeste de poème de son inaction. Il a "réitéré" ces minables mesures qu'il a fait sanctionner depuis un an.

Le cultivateur n'a encore rien senti. Il n'a pas un sous de plus dans sa poche qu'il n'en avait l'an dernier. Il n'a pas progressé.

Enfin, on peut dire qu'il n'a vécu que d'espoirs suivis de déceptions très amères. Mme le Président, je termine en disant aux agriculteurs: Tenez bon, le martyre que vous supportez tire à sa fin. Le ciel bleu très bientôt régnera sous l'Union Nationale.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois maintenant appeler le vote d'abord sur l'amendement de M. le député de Joliette-Montcalm, ensuite sur la motion principale, soit celle du député de Huntingdon. Le vote est demandé. Qu'on appelle les députés.

Vote sur l'amendement

Mme le Vice-Président: Je demanderais aux messagers de ne pas circuler dans la salle, au moment du vote, s'il vous plaît! C'est le moment de la mise aux voix sur la motion d'amendement de M. le député de Joliette-Montcalm qui propose d'amender la motion de M. le député de Huntingdon comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "concentre immédiatement" par le mot "poursuive", et en ajoutant, après le mot "efforts", le mot "soutenus".

Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Bédard, Marois, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, de Belleval, Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Léger, Tardif, Garon, Chevrette, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Grégoire, Bertrand, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Mme le Vice-Président: Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Forget, Garneau, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Le Secrétaire: Pour: 50 — Contre: 31 — Absentions: 0

Mme le Vice-Président: Amendement adopté.

M. Burns: Mme le Président, peut-être pourrions-nous, sur la motion principale...

Des Voix: Non.

M. Burns: Non? Un autre vote?

Une Voix: Un autre vote.

M. Lavoie: Est-ce que je pourrais demander la lecture, Mme le Président, de la motion telle qu'amendée?

**Vote sur la motion
principale amendée**

Mme le Vice-Président: C'est le moment du vote sur la motion amendée de M. le député de Huntingdon. Cette motion se lit donc maintenant comme suit: "Que cette Assemblée est d'avis, en vue d'améliorer la situation de l'agriculture au Québec, que le gouvernement poursuive ses efforts soutenus sur une meilleure coordination de nos politiques agro-alimentaires afin d'assurer à nos agriculteurs une mise en marché plus rationnelle, une transformation plus énergique et une conservation plus moderne de leurs produits agricoles". Que ceux qui sont en faveur de cette motion du député de Huntingdon veuillent bien se lever!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Bédard, Marois, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, de Belleval, Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Léger, Tardif, Garon, Chevrette, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Grégoire, Bertrand, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

Mme le Vice-Président: Que ceux qui sont contre cette motion — A l'ordre, s'il vous plaît! Messieurs! Je suis tentée, je le dis en riant, de suspendre. Malheureusement, le vote est déjà commencé. Que ceux qui sont contre cette motion de M. le député de Huntingdon telle qu'amendée veuillent bien se lever! Abstentions!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Forget, Garneau, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Roy.

Le Secrétaire: Pour: 50 — Contre: 0 — Abstentions: 31

Mme le Vice-Président: Motion adoptée.

M. Burns: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, vous avez la parole.

M. Burns: Mme le Président, je rappelle les commissions pour demain. Il y aura au salon rouge la commission de la fonction publique qui poursuivra l'étude du projet de loi no 53, Loi sur la fonction publique; à la salle 81-A, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales poursuivra l'étude des mémoires qui sont prévus pour demain relativement à l'étude du livre blanc sur la consultation populaire.

Je dois modifier l'avis que j'ai donné aujourd'hui relativement à la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières et remplacer cet avis par celui que je donne maintenant. La commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration relativement au projet de loi no 69, pour l'étude article par article de ce projet de loi, siégera également de 10 heures à 13 heures à la salle 91-A. Dans l'ordre, ce sera salon rouge pour la fonction publique, 81-A pour la présidence du conseil et 91-A pour le travail et la main-d'oeuvre.

M. Bellemare: Mme le Président, je comprends qu'en vertu de l'article 140, le leader parlementaire peut donner avis de la tenue d'une commission parlementaire comme celle-là sans autre obligation. C'est son privilège. Mais c'est nous prendre au dépourvu à 17 h 55 heures qu'il est actuellement, car il faut que nous changions complètement toute notre stratégie. Je pense que nous n'avons pas fait d'objection en deuxième lecture; au contraire, nous avons dit au ministre combien nous étions bien disposés.

Nous avons quelques amendements à apporter, mais comme je serai obligé personnellement... et que mon collègue, le député de Richmond sera à la commission de la présidence du conseil, vous nous mettez dans une situation difficile. Quand il n'y a presque pas d'opposition à ce... Il n'y a pas de presse non plus à l'appliquer, la semaine suivante on pourrait facilement... Ce qu'on a à apporter comme motion, c'est très simple, je pense qu'il n'y aura pas un gros débat.

Mme le Vice-Président: M. le député de Johnson...

M. Bellemare: Je demande au leader...

Mme le Vice-Président: M. le député de Johnson, l'essentiel de votre message est passé. A l'ordre, s'il vous plaît! Il est 18 heures 13 minutes, très exactement. Cette Assemblée ajourne ses travaux à demain, quinze heures.

(Fin de la séance à 18 h 14)

A N N E X E

Questions inscrites au feuillet

Correction à 85 du 9 novembre 1977

Questions de M. Ciaccia

1. Le groupe de travail mis sur pied en mars 1977 pour enquêter sur les structures, l'organisation et le rôle des corps policiers au Québec a-t-il maintenant remis son rapport au ministre de la Justice?
2. Dans l'affirmative, quand entend-il le rendre public?
3. Si l'enquête n'est pas terminée, est-il possible de prévoir à quelle date elle le sera?

Réponses de M. Bédard

1. Non.
2. _____
3. Le mandat du groupe se termine le 15 novembre 1977.

Mercredi dernier, le 9 novembre, à la question No 85 page 37 du feuillet, M. Bédard répondait à M. Ciaccia. Une erreur de date s'est glissée et nous apportons aujourd'hui la correction.

3. Le mandat du groupe se termine le 30 novembre 1977.

Questions de M. O'Gallagher

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accordé des contrats à la société Photo-Air Laurentides Inc., 1650 rue Louis Jetté, Québec, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977?
2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?
3. Quels sont:
 - a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;
 - b) la nature du travail;
 - c) les noms et adresses des soumissionnaires;
 - d) le montant de chaque soumission;
 - e) le montant du contrat?
4. Quels sont:
 - a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;
 - b) la nature et l'endroit du travail;
 - c) le montant du contrat?
5. Quel a été le montant total versé à cette société depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?
6. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite société?
7. Cette société a-t-elle produit, en 1976, le rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, c. 273, a.4 et amendements)?
8. S'il y a eu omission, les pénalités prévues dans la loi ont-elles été appliquées?
9. Si non, pourquoi?

Réponses de M. O'Neill

1. nil
2. nil
3.
 - a) nil
 - b) nil
 - c) nil
 - d) nil
 - e) nil
4.
 - a) nil
 - b) nil
 - c) nil
5. nil
6. nil
7. nil
8. nil
9. nil

Questions de M. Lavoie

1. A combien d'expositions tenues à l'étranger, le gouvernement du Québec a-t-il participé depuis le 1er décembre 1976 jusqu'au 27 juin 1977?
2. Dans quels pays et en quelles villes?
3. Quels thèmes particuliers ont été développés?
4. Quels ont été les coûts de conception, de réalisation et de location de superficie?
5. Combien de fonctionnaires du Québec les ont suivies?
6. Quelles ont été les dépenses encourues pour frais de transport, frais de séjour, dépenses de voyage, frais de représentation et autres?

Réponses de M. Morin (Louis-Hébert)

1. Une, sous la coordination du ministère des Affaires intergouvernementales.
2. Sénégal, Dakar, Deuxième Foire internationale tenue du 3 au 12 décembre 1976.
3. Promotion globale du Québec et de ses activités en Afrique, doublée d'une exposition commerciale.
4. Espace de location obtenu gratuitement. Coût partagé par le ministère des Affaires intergouvernementales et le ministère de l'Industrie et du Commerce.
 - a) Transport, préparation et réalisation du kiosque — Coût: \$5,879.46
 - b) Fonctionnement du kiosque — Coût: \$426.40
5. Un fonctionnaire, monsieur François Provencher, qui a d'ailleurs profité d'un séjour à Paris pour se rendre à Dakar.
6. Coût:

Frais d'avion — Dakar-Paris-Dakar-Paris-Dakar	\$ 704.26
Frais de séjour	\$ 400.00
Autres dépenses de voyage	<u>\$ 34.26</u>
	\$1,138.52

FEUILLETON DE L'ASSEMBLEE NATIONALE — 22 Juillet 1977**Questions de M. Gravel**

1. Le contrat de fabrication des plaques d'immatriculation de 1978 a-t-il été accordé? Si oui, à quelle compagnie et à quel coût?
2. De quel type sera ce contrat? Sera-t-il du type "A" ou du type "B"?
3. Le prochain contrat de fabrication de plaques d'immatriculation, par soumission publique, sera-t-il d'une durée de trois ans?

Réponses de M. Lucien Lessard

1. Le contrat de fabrication, emballage, entreposage et distribution des plaques d'immatriculation de 1978 a été accordé le 17 décembre 1974 (A.C. 4274-74 du 20 novembre 1974 prévoyant la fabrication des plaques 1976, 1977 et 1978) à la compagnie A.C.M.E. Signalisation Inc. Le 22 février 1977, l'avenant no 3 fixe le coût de fabrication des plaques 1978 à \$1,559,000. La décision de n'avoir qu'une seule plaque en 1978 réduit ce contrat à environ \$1,200,000.
2. Les types "A" et "B" ne sont pas des types de contrat mais des types de plaques:

type "A": 6" par 12"
type "B": 4" par 8"

 Le contrat de fabrication des plaques 1978 comporte donc des plaques des deux types.
3. Le contrat de fabrication, emballage, entreposage et distribution des plaques d'immatriculation d'une durée de trois ans a été accordé à la compagnie A.C.M.E. Signalisation Inc., suite à des soumissions publiques. Le montant du contrat se chiffre à \$2,605,000.

Questions de M. Forget

1. Pour chacune des résidences privées occupées successivement par MM. François Cloutier et Jean Deschamps, à titre de Délégué général du Québec à Paris, quels sont:
 - a) l'adresse;
 - b) la superficie occupée (en mètres carrés);
 - c) le coût du loyer mensuel;
 - d) les dates d'entrée en vigueur et d'expiration du bail?
2. Le gouvernement devra-t-il continuer à payer le loyer, jusqu'à l'expiration du bail, pour la résidence qu'occupait M. François Cloutier?

3. Dans la négative, quel montant le gouvernement devra-t-il verser à titre de dédommagement?
4. Le bail contracté pour la résidence de M. François Cloutier était-il renouvelable?
5. Dans l'affirmative, à quelles conditions?
6. Des démarches ont-elles été faites par le gouvernement du Québec, en vue de l'acquisition d'un édifice, à Paris, afin d'en faire, de façon permanente, la résidence officielle du Délégué général en poste?
7. Si tel est le cas, le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement peut-il donner l'assurance qu'aucune réclamation ne sera adressée au gouvernement du Québec pour défaut d'exécution d'un engagement qui aurait été pris, même verbalement, à ce sujet?
8. Quels sont les nom, prénoms et titres des fonctionnaires qui ont été chargés de négocier la location d'une résidence privée pour M. Jean Deschamps, Délégué général du Québec, à Paris?
9. Quels sont:
 - a) la date et la durée de leur séjour en France;
 - b) le montant total des dépenses occasionnées par ce voyage, y compris les frais de transport, de séjour, de représentation et autres?

Réponses de M. Morin (Louis-Hébert)

- | | |
|--|--|
| <p>1.* Monsieur François Cloutier</p> <p>a) 5, rue de Beaujolais
b) 410 mètres carrés
d) entrée en vigueur: 1er juin 1976
date d'expiration: 31 mai 1982</p> | <p>Monsieur Jean Deschamps</p> <p>a) 58, avenue Foch
b) 475 mètres carrés
d) entrée en vigueur: 1er juillet 1977
date d'expiration: 31 juin 1983</p> |
|--|--|
- 2-3. Le gouvernement s'est prévalu d'une clause du bail qui lui a permis de le résilier le 31 août sans avoir à payer quelque dédommagement que ce soit.
 - 4-5. Le bail de la résidence de monsieur François Cloutier était d'une durée de six (6) ans. Le bailleur avait manifesté l'intention de reprendre l'appartement à la date de son expiration.
 6. Plus de vingt-cinq (25) appartements ou hôtels particuliers ont été inventoriés et visités à Paris dans le cadre des démarches entreprises pour une acquisition par le gouvernement du Québec d'une résidence permanente.
 7. Il n'y a eu aucun engagement permettant d'adresser une réclamation fondée au gouvernement du Québec à ce sujet.
 8. Monsieur Marc E. Caron, fonctionnaire du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Représentant du gouvernement pour la négociation des baux.
 9.
 - a) Monsieur Caron n'a effectué qu'un seul voyage pour ces fins d'une durée de vingt-quatre (24) jours, soit du 27 mai au 19 juin 1977.
 - b) Montant total des dépenses occasionnées pour ce voyage: environ \$2,300.00

* 1 c) Réponse déjà donnée.

Questions de M. Garneau

- Quel est le montant total des crédits qui ont été votés par l'Assemblée nationale, pour l'exercice financier 1977/78, en vue du versement de subventions d'équilibre budgétaire aux commissions scolaires?
2. A même cette somme, quel montant a été effectivement versé, en date du 31 juillet 1977?

Réponses de M. Morin (Sauvé)

1. Les crédits totaux prévus pour l'année 1977/78 sont de \$2 022,3 millions. Ils doivent servir à payer les subventions d'équilibre budgétaire, les subventions statutaires et une partie des arrérages de l'année 1975/76.
2. Au 31 juillet 1977, \$448,3 millions avaient été versés.

Questions de M. Pagé

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il depuis le 26 novembre 1976, accordé un permis de pourvoyeur à M. William H. Claffin, de Boston, pour la pêche aux saumons dans la Grande-Rivière?
2. Dans l'affirmative, ce permis autorise-t-il le pourvoyeur à:
 - a) réserver exclusivement aux membres de l'Association de chasse et de pêche de Grande-Rivière le droit de pêcher le saumon à l'embouchure et dans les quatre premiers milles de la rivière (environ dix milles)

- b) réserver les dix meilleurs fosses pour lui seul et ses invités, jusqu'au 23 juillet (secteur 1, 2 et 3);
- c) confier à l'Association de chasse et de pêche de Grande-Rivière le soin de vendre les permis quotidiens de pêche pour toutes les fosses accessibles au grand public (4 personnes par jour jusqu'au 23 juillet);
- d) refuser toute réservation téléphonique de sorte que seuls les citoyens de la région peuvent espérer arriver les premiers pour pratiquer leur sport favori à cet endroit?

Réponses de M. Duhaime

1. Oui, il a obtenu un bail de pourvoyeur pour remplacer son bail de club privé.
2.
 - a) non, cette section est réservée au public pêcheur de la ville de Grande-Rivière (Ste Adelaïde à Ste Thérèse);
 - b) Monsieur Claffin possède tous les titres de propriété (terre et droits seigneuriaux de pêche) sur cette partie de la rivière, mais il exploite ces droits de pêche uniquement du 1er juin au 23 juillet.
 - c) l'émission des permis et les réservations sont confiées complètement à l'Association de chasse et de pêche de Gaspé, sous-local de Grande-Rivière, pour toute la rivière, et non pour 4 personnes par jour.
 - d) non, l'Association doit accepter les réservations selon la méthode du "premier venu, premier servi".

Questions de M. Dubois

1. Le gouvernement possède-t-il des statistiques sur le nombre de citoyens du Québec qui se sont rendus dans les endroits de villégiature de la Nouvelle-Angleterre, au cours de l'été 1977?
2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de citoyens qui ont traversé la frontière à destination de la Nouvelle-Angleterre, pour chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre 1977?

Réponse de M. Duhaime

1. Les "statistiques officielles" seront disponibles en avril 1978, nous ne disposons actuellement que des tendances des touristes canadiens vers les Etats-Unis.

FEUILLETON DE L'ASSEMBLEE NATIONALE — 18 octobre 1977

Questions de M. Armand Russell (Brôme-Missisquoi)

1. Pour chacune des années 1974-75, 1975-76, 1976-77 et 1977-78, quel a été le montant des subventions directes et indirectes payées à la société chargée de l'exploitation de la rivière Trinité?
2. Par quels ministères, ces subventions ont-elles été accordées?
3. Le ministère des Transports a-t-il effectué des déboursés pour le bénéfice de cette société?

Réponse de M. Lucien Lessard

Le ministère des Transports n'a effectué aucun déboursé au bénéfice de cette société.

FEUILLETON DE L'ASSEMBLEE NATIONALE — mercredi le 2 novembre 1977

Questions de M. Bertrand Goulet (Bellechasse)

1. Le gouvernement est-il au courant que le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain se trouve pour la première fois dans l'obligation de faire appel aux municipalités de la Communauté urbaine de Québec pour le paiement de ses frais d'exploitation?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement envisage-t-il une évolution rapide de nature à éviter aux contribuables de ces municipalités une forte augmentation de taxes pour l'année d'imposition qui débute le 1er janvier 1978?

Réponses de M. Guy Tardif

1. Oui.
2. Aucune évolution rapide n'est envisagée dans ce cas, car l'article 31 de la loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, ch. 56), modifié par l'article 3 (1972, ch. 72) et par l'article 161 (1972, ch. 49) prévoit depuis longtemps la répartition de ces dépenses entre les municipalités constituantes.

Cette loi prévoit en effet que les dépenses dudit Bureau, y compris la rémunération de ses membres, mais après déduction de toutes les subventions octroyées au Bureau, sont à la charge desdites municipalités. Elles sont réparties entre ces municipalités en proportion soit de l'évaluation totale des immeubles situés dans leur territoire telle que portée à leur rôle d'évaluation, soit de leur population, soit du nombre d'unités de logement situées dans leur territoire, soit du volume des eaux déversées par chacune de ces municipalités dans les ouvrages administrés par le Bureau, ou en proportion à la fois de plus d'un de ces critères ou de tout autre critère approuvé par la Commission municipale du Québec et le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement.

Questions de M. Pagé

1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 20 octobre 1977, ont soumis une demande au gouvernement pour l'obtention d'un permis en vue d'opérer une agence de sécurité ou d'investigation au Québec?
2. Quelles sont, parmi ces personnes, celles à qui un permis a effectivement été délivré et à quelle date dans chaque cas?

Réponses de M. Bédard

1. La publication des noms des personnes qui ont demandé un permis en vue d'opérer une agence de sécurité ou d'investigation pourrait être préjudiciable à ceux dont la demande a été refusée.
2. Voir liste jointe.

Nom	Adresse		Emission du permis
Breton, Alayn	989, rue Aragon	Ancienne-Lorette, P.Q.	18 octobre 1977
Whissel, Jean-Paul	9795, rue Lille	Montréal, P.Q.	6 avril 1977
Thibault, Roger	40, 3ième Rue ouest	Rimouski, P.Q.	19 avril 1977
Morin, Maurice	703, rue Taché	Chicoutimi, P.Q.	6 juin 1977
Hudon, J. Alfred	2690, rue Barclay	Montréal, P.Q.	8 août 1977
La Penna, Ronald	504, rue Dandurand	Longueuil, P.Q.	17 octobre 1977
Côté, Gilles	4562, de Laroche	Montréal, P.Q.	13 mai 1977
Lafortune, Edouard	7275, rue Drolet	Montréal, P.Q.	21 mars 1977
Leclerc, Michel	48, 6ième Avenue	Laval-des-Rapides, P.Q.	26 mai 1977
Cloutier, J. Michel	279, rue Frénette	Rosemère, P.Q.	10 juin 1977
Poudrette, Hervé T.	115, Deguire, app. 320	St-Laurent, P.Q.	31 mai 1977

Questions de M. Saint-Germain

1. Mme Léa Cousineau, ex-présidente du Rassemblement des citoyens de Montréal, est-elle à l'emploi du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières
2. Dans l'affirmative:
 - a) depuis quelle date;
 - b) dans quel service administratif ou technique;
 - c) quels sont le titre de sa fonction et son traitement annuel;
 - d) sa nomination a-t-elle été faite à la suite d'un concours de la Commission de la fonction publique annoncé par la voie des journaux et, le cas échéant, à quelle date et à quel endroit ce concours a-t-il eu lieu;
 - e) quelle est la nature de sa fonction et à quelle adresse son bureau est-il situé?

Réponses de Mme Payette

Veillez trouver ci-après les réponses aux questions posées par M. Saint-Germain dans le feuillet du 8 novembre 1977, concernant madame Léa Cousineau.

1. Madame Léa Cousineau est à l'emploi du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:
 - a) depuis le 10 août 1977;
 - b) à titre de secrétaire particulier adjoint au:

bureau de Montréal		bureau de Québec
800 Place Victoria	et	800 Place d'Youville
Montréal, Qué.		Québec, Qué.
 - c) au traitement annuel de \$24,350;
 - d) les postes de membres de cabinet ne sont pas soumis à la procédure de concours à la Commission de la Fonction publique.